

0.600 TABLE DES MATIÈRES

PARTIE TABLES

Table des matières	0.600
Index alphabétique	0.700
Liste des abréviations	0.800

PARTIE I AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Agglomérations nouvelles	I.100
Historique	I.100-1
Origine des villes nouvelles	
Évolution du régime des villes et des agglomérations nouvelles	
Vers la fin de l'application du régime des agglomérations nouvelles	
Création des agglomérations nouvelles	I.100-2
Ville nouvelle et agglomération nouvelle	
Conditions de fond	
Délimitation du périmètre de l'agglomération nouvelle	
Révision des anciens périmètres d'agglomération nouvelle	
Structures administratives chargées de l'aménagement	I.100-3
Dualité	
Structures administratives générales	
Structures administratives spécialisées	
Régime de l'aménagement	I.100-4
Particularisme	
Documents d'urbanisme et règle de la constructibilité limitée	
Opération d'urbanisme	
Autorisations d'occupation du sol	
Achèvement des agglomérations nouvelles	I.100-5
Sortie du régime particulier	
Conséquences sur le cadre institutionnel	
Nouveau régime de l'aménagement	
Autres conséquences de l'achèvement	
 Contrats d'aménagement du territoire	 I.200
Généralités	I.200-1
Contractualisation et aménagement du territoire	
Définition	
Cadre juridique	
Contrats de plan État-région	I.200-2
Cadre juridique	
Élaboration	
Contenu et articulation	
Financement	
Portée et mise en œuvre	
Contrats d'agglomération	I.200-3
Cadre juridique	
Élaboration	

Contenu et articulation	
Financement	
Portée et mise en œuvre	
Chartes et contrats de pays	I.200-4
Etat actuel	
Autres contrats	I.200-5
Contrats de ville et contrats conclus dans le cadre des parcs naturels régionaux	
Contrats conclus en application de la charte intercommunale d'aménagement et de développement	
Contrats conclus dans le cadre des zones de revitalisation rurale	
<u>Plan d'aménagement et de développement durable de Corse</u>	<u>I.250</u>
Évolution	I.250-1
Schéma d'aménagement régional	
Plan d'aménagement et de développement durable	
Objet	I.250-2
Objectifs, orientations et principes	
Éléments cartographiques	
Rapport de présentation	
Évaluation environnementale	
Chapitres individualisés valant autres schémas	
Procédure	I.250-3
Élaboration	
Évolution	
Force	I.250-4
Normes à respecter	
Opposabilité	
<u>Directives territoriales d'aménagement (DTA) et directives territoriales d'aménagement et de développement durable (DTADD)</u>	<u>I.300</u>
Généralités	I.300-1
Création et échec des directives territoriales d'aménagement	
Remplacement par les directives territoriales d'aménagement et de développement durable	
Directives territoriales d'aménagement	I.300-2
Objet	
Procédure	
Force	
Directives territoriales d'aménagement et de développement durables	I.300-3
Objet	
Procédure	
Force	
<u>Île-de-France – Implantation des services, établissements et entreprises</u>	<u>I.350</u>
Généralités	I.350-1
Objectifs	
Évolution	
Agrément administratif	I.350-2
Champ d'application	
Procédure de l'agrément	
Pouvoirs de l'administration	
Portée et contenu de l'agrément	
Sanctions	
Taxe pour la création de bureaux, de commerces et de locaux de stockage	I.350-3
Généralités	
Opérations assujetties	
Assiette et liquidation	
Plafonnement de la taxe	
Fait générateur et redevabilité de la taxe	
Contrôle et sanctions	
Autres taxes	
Contentieux	

Grand Paris	I.380
Généralités	I.380-1
Présentation	
Le Grand Paris, projet d'intérêt national	I.380-2
Une création d'intérêt national	
Le schéma d'ensemble du réseau de transport public du Grand Paris	
Les opérateurs du Grand Paris	
Du Grand Paris transports au Grand Paris du logement et de l'aménagement	
Les contrats de développement territorial et d'intérêt territorial	I.380-3
Dispositions générales	
Les contrats de développement territorial	
Les contrats de développement d'intérêt territorial (CDIT)	
Métropole du Grand Paris et établissements publics territoriaux	I.380-4
Présentation	
La reconfiguration de la carte intercommunale francilienne	
La métropole du Grand Paris	
Les établissements publics territoriaux (CGCT, art. L. 5219-2 et s.)	
 Métropoles de Lyon et Marseille	 I.390
Régimes spéciaux	
Métropole de Lyon	I.390-1
Création et fonctionnement de la métropole de Lyon	
Compétences de la métropole de Lyon	
Ressources	
Métropole d'Aix-Marseille-Provence	I.390-2
Création et fonctionnement de la métropole Aix-Marseille-Provence	
Compétences de la métropole Aix-Marseille-Provence	
Ressources	
 Opérations d'intérêt national (OIN)	 I.400
Identification	I.400-1
Définition et procédure	
Énumération	
Périmètre	
Régime général	I.400-2
Règlementation d'urbanisme	
Autorisations d'urbanisme	
Opérations d'urbanisme	
Régimes particuliers	I.400-3
La Défense	
Zone de protection naturelle, agricole et forestière du plateau de Saclay	
Loi portant engagement national pour le logement	
Requalification de copropriétés dégradées	
 Grandes opérations d'urbanisme (GOU) et projet partenarial d'aménagement (PPA)	 I.450
Identification	I.450-1
Généralité	
Définition	
Reconnaissance	
Effets	I.450-2
Documents et autorisations d'urbanisme	
Équipements et urbanisme opérationnel	
 Projet d'intérêt général (PIG)	 I.500
Généralités	I.500-1
Sources	
Objet	

Conditions	I.500-2
Principes	
Consistance du projet	
Objet du projet	
Destination du projet	
Utilité publique du projet	
Procédure	I.500-3
Initiative	
Elaboration	
Qualification	
Evolution	
Force	I.500-4
Normes à respecter	
Opposabilité	

Schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires (SRADDET)

	I.550
Généralités – Contenu	
Présentation générale	I.550-1
Origine du SRADDET	
Objectifs de l'institution du SRADDET	
Territoires concernés	
Entrée en vigueur	
Normes s'imposant au SRADDET	
Évaluation environnementale	
Contenu du SRADDET	I.550-2
Composition du SRADDET	
Rapport	
Fascicule	
Annexes	
Élaboration et évolution du SRADDET	I.550-3
Élaboration du SRADDET	
Évolution du SRADDET	
Effets du SRADDET	I.550-4
Opposabilité	
Contractualisation de la mise en œuvre du schéma	
Communication au préfet des informations relatives à la mise en œuvre du schéma	

Schémas de mise en valeur de la mer (SMVM)

Généralités	I.700-1
Origine et évolution	
Objet	
Champ d'application	
Normes s'imposant au SMVM	
Établissement des schémas de mise en valeur de la mer par l'État	I.700-2
Compétences de l'État	
Détermination du périmètre d'étude du schéma	
Élaboration du projet	
Approbation du projet	
Révision décennale	
Contenu des schémas de mise en valeur de la mer	I.700-3
Rapport	
Documents graphiques	
Annexes	
Effets juridiques des schémas de mise en valeur de la mer	I.700-4
Non-assimilation aux directives territoriales d'aménagement des nouveaux schémas	
Effets à l'égard des PLU	
Opposabilité aux mesures de création, gestion et exploitation des ports	

Schéma d'aménagement régional	I.750
Généralités	I.750-1
Origine et objet	
Contenu	
Normes s'imposant au SAR	
Portée (opposabilité) du SAR	
Élaboration et gestion	I.750-2
Élaboration du SAR	
Évolution du SAR	
Schéma directeur de la région Île-de-France (SDRIF)	I.800
Généralités	I.800-1
Historique	
Révisions	
Objet	I.800-2
Généralités	
Procédure	I.800-3
Évolution	
Élaboration	
Évolution	
Force	I.800-4
Normes à respecter	
Opposabilité	
Quartiers prioritaires et rénovation urbaine	I.900
Introduction	I.900-1
Politique de la ville	
Zonage	
Quartiers prioritaires de la politique de la ville	I.900-2
Identification des quartiers : le zonage	
Contrôle du zonage	
Avantages attachés aux différents zonages	
Programme national de rénovation urbaine	I.900-3
Notion de « rénovation urbaine »	
Agence nationale pour la rénovation urbaine	
Conventions ANRU	
Réhabilitation des ensembles commerciaux dégradés	
Programme local de l'habitat	I.1000
Contenu	I.1000-1
Généralités	
Caractéristiques	
Contenu	
Procédure	I.1000-2
Élaboration	
Évolutions	
Effets	I.1000-3
Documents et autorisations d'urbanisme	
Logements sociaux	

PARTIE II RÈGLES D'URBANISME – PLANIFICATION

Cartes communales	II.100
Généralités	II.100-1
Le problème : l'encadrement juridique du droit des sols dans les petites et moyennes communes	
L'origine de la carte communale : une pratique visant à préciser l'application du RNU	

Reconnaissance législative	
Transformation des cartes communales en documents d'urbanisme	
Champ d'application de la carte communale	
Élaboration des cartes communales	II.100-2
Généralités	
Élaboration	
Contenu des cartes communales	II.100-3
Évolution	
Rapport de présentation – droit commun	
Soumission des cartes communales à évaluation environnementale	
Documents graphiques	
Notice explicative et normes applicables	
Annexes	
Compatibilité avec les autres règles d'urbanisme	
Effets	II.100-4
Nature juridique des cartes communales	
Opposabilité aux autorisations individuelles de construire	
Décentralisation de la compétence pour délivrer les permis de construire	
Règles spéciales en matière de protection des entrées de ville	
Effets sur le droit de préemption	
Incidences sur l'application de la règle de la constructibilité limitée	
Recours contentieux	
Constructibilité limitée	II.200
Généralités	II.200-1
Origine	
Évolution	
Interdiction de construire	II.200-2
Introduction	
Absence de document d'urbanisme	
Extériorité aux parties urbanisées	
Exceptions à l'interdiction	II.200-3
Évolution législative	
Constructions autorisées en raison de leur nature	
Constructions justifiées par l'intérêt de la commune (C. urb., art. L. 111-4, 4 ^o)	
Articulation avec les autres règles d'urbanisme	II.200-4
Certificat et autorisation d'urbanisme	
Règles d'urbanisme	
Contrôle du juge	
Diversité sociale de l'habitat	II.250
Notion de diversité sociale de l'habitat	II.250-1
Définition	
Portée juridique	
Acteurs responsables	
Mise en œuvre de la diversité sociale de l'habitat	II.250-2
Diversité sociale de l'habitat et documents d'urbanisme	
Obligation de réaliser des logements sociaux au titre de la loi SRU	
Diversité sociale et attribution des logements sociaux	
Modalités de diversification sociale de l'habitat	II.250-3
Bassins d'habitat excédentaires en logements sociaux	
Bassins d'habitat déficitaires en logements sociaux	
Emplacements réservés	II.270
Champ d'application de la procédure	II.270-1
Destination de l'emplacement réservé	
Bénéficiaires des emplacements réservés	
Terrains susceptibles d'être réservés	
Création des emplacements réservés	II.270-2
Procédure de détermination de l'emplacement	

Inscription de la réserve dans les documents du PLU	
Effets de la réserve d'emplacement	II.270-3
Effets sur l'occupation du sol	
Droit de délaissement du propriétaire	
Acquisition à l'initiative du bénéficiaire	
Levée, suppression, modification de la réserve	II.270-4
Levée de la réserve à l'initiative du propriétaire	
Suppression ou réduction de la réserve à l'initiative du bénéficiaire	
Espaces boisés classés	II.290
Condition du classement des espaces boisés II.290-1	
Généralités	
Espaces susceptibles de faire l'objet d'un classement	
Procédures de classement	
Effets du classement des espaces boisés	II.290-2
Coupes et abattages d'arbres	
Défrichements	
Interdiction des modes d'occupation du sol susceptibles de compromettre les boisements	
Interdiction de stationnement des caravanes	
Droits des propriétaires	
Littoral	II.300
Règles d'urbanisme particulières	
Origine, champ d'application et effets	II.300-1
Origine et évolution	
Champ d'application	
Effets juridiques	
Contenu	
Règles générales de limitation et d'orientation de l'urbanisation	II.300-2
Différents régimes	
Territoire communal dans son ensemble	
Espaces proches du rivage : extension limitée de l'urbanisation	
Bande littorale des cent mètres	
Conséquences de l'existence d'une DTA (ou d'un document ayant les mêmes effets)	
Règles de protection spécifiques	II.300-3
Préservation des espaces littoraux remarquables (C. urb., art. L. 121-23)	
Classement des espaces boisés les plus significatifs	
Conditions d'implantation des nouvelles routes	
Conditions d'implantation des terrains de camping et de caravanage	
Littoral	II.350
Servitudes de passage des piétons	
Définitions	II.350-1
Servitude longitudinale	
Servitude transversale	
Établissement et adaptation des servitudes	II.350-2
Modalités	
Institution de plein droit	
Établissement et adaptation par l'autorité administrative	
Effets des servitudes	II.350-3
Obligations et droits des propriétaires	
Obligations des collectivités publiques	
Droits et obligations des usagers	
Montagne	II.400
Dispositions d'urbanisme particulières aux zones de montagne	
Généralités	II.400-1
Origines et sources	
Zones de montagne et massifs	

Institutions particulières aux zones de montagne	
Règles d'urbanisme propres aux zones de montagne	
Régime général d'urbanisation (art. L. 122-5 à L. 122-8)	II.400-2
Principe de l'urbanisation en continuité	
Dérogations au principe de l'urbanisation en continuité	
Orientation du développement touristique	
Préservation des espaces naturels, paysages et milieux caractéristiques	II.400-3
Préservation des espaces, paysages et milieux caractéristiques de la montagne	
Protection de l'agriculture	
Protection des rives des plans d'eau	
Zones de montagne situées au-dessus de la limite forestière	
Adaptation du régime des documents d'urbanisme locaux	II.400-4
Prise en compte des particularités des zones de montagne	
Schéma de cohérence territoriale	
Plan local d'urbanisme	
 Plan local d'urbanisme (PLU)	 II.500
Présentation générale	
Généralités	II.500-1
Origines	
Articulation avec les autres règles d'occupation des sols	
Présentation du contenu du PLU	II.500-2
Composition du dossier de PLU	
Rapport de présentation	
Projet d'aménagement et de développement durable (PADD)	
Orientations d'aménagement et de programmation (OAP)	
Programme d'orientations et d'actions (POA)	
Règlement et documents graphiques	
Annexes informatives	
Principes généraux	
Règles relatives à l'usage des sols et la destination des constructions	
Règles relatives aux caractéristiques architecturale, urbaine et écologique des projets	
Règles en matière d'équipement des zones	
Suppression du COS et de la règle de superficie minimale des terrains	
 Plan local d'urbanisme (PLU)	 II.530
Règles générales et servitudes d'utilisation des sols dans les zones du plan	
Zonage	II.530-1
Principes généraux	
Zones urbaines (U)	
Zones à urbaniser (AU)	
Zones agricoles (A)	
Zones naturelles et forestières (N)	
Zonages complémentaires applicables dans toutes les zones	
Zonages complémentaires prévus pour certaines zones	
Plans de secteur des PLUi	
Règles générales et servitudes d'utilisation des sols	II.530-2
Principes généraux	
Règles relatives à l'usage des sols et la destination des constructions	
Règles relatives aux caractéristiques architecturale, urbaine et écologique des projets	
Règles en matière d'équipement des zones	
Suppression du COS et de la règle de superficie minimale des terrains	
 Plan local d'urbanisme (PLU)	 II.540
Procédure – Élaboration – Gestion	
Conditions d'élaboration et de gestion du PLU	II.540-1
Principe de l'élaboration facultative du PLU	
Cadre territorial	
Participants	

Moyens	
Procédure d'élaboration du PLU	II.540-2
Principes généraux, grandes étapes	
Élaboration du projet de PLU	
Mise au point définitive et approbation du PLU	
Entrée en vigueur du PLU approuvé	
Procédures de gestion du plan local d'urbanisme	II.540-3
Tableau de l'ensemble des procédures d'adaptation et d'évaluation périodique du PLU	
Révision et modification du PLU à l'initiative de la commune ou d'un EPCI	
Procédure de mise en compatibilité	
Mise à jour	
<u>Plan local d'urbanisme (PLU)</u>	<u>II.570</u>
Effets	
Effets de la prescription de l'élaboration ou de la révision du PLU : les mesures de sauvegarde	II.570-1
Principes généraux	
Sursis à statuer	
Soumission des coupes et abattages d'arbres à autorisation	
Effets de l'approbation du nouveau plan ou du plan révisé	II.570-2
Opposabilité des dispositions du PLU	
Effets sur les compétences et les procédures	
<u>Plan local d'urbanisme (PLU)</u>	<u>II.580</u>
Déroptions	
Notion de dérogation	II.580-1
Dérogation et adaptation mineure	
Dérogation et règles alternatives ou exceptions	
Régime des adaptations mineures	II.580-2
Champ d'application	
Conditions d'application	
Appréciation jurisprudentielle des adaptations mineures	
Régime des dérogations	II.580-3
Dérogations pouvant être accordées dans toutes les communes	
Dérogation-logement applicable dans certaines communes de zones « tendues »	
Dérogation applicable dans les secteurs d'intervention des ORT	
<u>Plan local d'urbanisme (PLU)</u>	<u>II.590</u>
Plan d'occupation des sols (POS) – Contrôle juridictionnel	
Généralités	II.590-1
Champ de l'étude : le contrôle de légalité par le juge administratif	
Régime général et régime spécial urbanisme	
Mise en œuvre du contrôle juridictionnel de légalité	II.590-2
Recours pour excès de pouvoir	
Déféré préfectoral	
Demande d'abrogation du PLU illégal	
Recours par la voie de l'exception d'illégalité	
Procédures d'urgence : les référés	
Effets du contrôle juridictionnel de légalité	II.590-3
Obligation de statuer sur tous les moyens d'annulation ou de suspension	
Moyens inopérants	
Contrôle de la légalité externe	
Contrôle de la légalité interne	
Effets du contrôle juridictionnel de l'égalité	II.590-4
Les différentes situations	
Règles applicables en cas d'annulation ou de déclaration d'illégalité du POS ou du PLU	
Modulation des effets de l'annulation dans le temps	
Conséquences de l'annulation ou de la déclaration d'illégalité du POS ou du PLU sur les décisions relatives aux demandes d'autorisations sollicitées sous son empire	

Règles générales de construction	II.595
Règles générales applicables à tous bâtiments	II.595-1
Champ d'application et contenu des normes	
Mesures de contrôle : police administrative et sanctions pénales	
Règles de construction applicables aux établissements recevant du public (ERP)	II.595-2
Notion	
Classement des établissements recevant du public	
Sécurité contre l'incendie	
Obligations administratives	
Organisation du contrôle	
Sanctions	
Accessibilité des locaux aux personnes handicapées	II.595-3
Principe législatif	
Règles relatives à l'accessibilité applicables aux bâtiments d'habitation	
Règles relatives à l'accessibilité applicables aux établissements recevant du public ou aux installations ouvertes au public	
 Règlement national d'urbanisme	 II.600
Règles d'ordre public	
Localisation et implantation	II.600-1
Constructibilité interdite le long des grands axes routiers (entrées de ville) – C. urb., art. L. 111-6 à L. 111-10	
Règles de sécurité et de salubrité publiques – C. urb., art. R. 111-2	
Patrimoine archéologique (C. urb., art. R. 111-4)	
Desserte	II.600-2
Inconstructibilité des terrains non desservis par les réseaux publics nécessaires (C. urb., art. L. 111-11)	
Raccordement aux équipements publics (C. urb., art. L. 111-12)	
Restrictions aux droits des propriétaires riverains de voies spécialisées (C. urb., art. L. 111-13)	
Densité (surface de plancher)	II.600-3
Origine	
Définition de la surface de plancher	
Calcul de la densité	
Reconstruction à l'identique	II.600-4
Position du problème et évolution	
Conditions requises	
Limites du droit à reconstruire	
Règles relatives aux performances environnementales et énergétiques des bâtiments	II.600-5
Objet	
Reconnaissance d'un droit à réaliser des équipements et des constructions contribuant au développement durable	
Conditions d'exercice du droit à construire	
Limites apportées aux champs d'application territoriaux du droit à construire	
Règles particulières aux équipements soumis à autorisation d'exploitation commerciale (C. urb., art. L. 111-18-1)	
Réalisation d'aires de stationnement	II.600-6
Généralités (C. urb., art. R. 111-25, al. 1 ^{er})	
Stationnement annexe aux logements (C. urb., art. R. 111-25, al. 2 et 3)	
Stationnement annexe aux commerces et équipements cinématographique (C. urb., art. L. 111-19 à L. 111-21)	
Préservation des éléments présentant un intérêt architectural, patrimonial, paysager ou écologique	II.600-7
Restauration des bâtiments anciens (C. urb., art. L. 111-23)	
Protection de l'environnement (C. urb., art. R. 111-26)	
Insertion urbaine ou paysagère des bâtiments (C. urb., art. R. 111-27)	
Logement	II.600-8
Mixité sociale et fonctionnelle (C. urb., art. L. 111-24)	
Résidences démontables constituant l'habitat permanent de leurs utilisateurs (C. urb., art. R. 111-51)	
Camping, aménagement des parcs résidentiels de loisirs, implantation des habitations légères de loisirs et installation des résidences mobiles de loisirs et des caravanes	II.600-9

Généralités
 Camping (C. urb., art. R. 111-32 à R. 111-35)
 Parcs résidentiels de loisirs (C. urb., art. R. 111-36)
 Habitations légères de loisirs (C. urb., art. R. 111-37 à R. 111-40)
 Résidences mobiles de loisirs (C. urb., art. R. 111-41 à R. 111-46)
 Caravanes (C. urb., art. R. 111-47 à R. 111-50)

Règlement national d'urbanisme	II.650
Règles supplétives	
Généralités	II.650-1
Caractéristiques des communes soumises au RNU	
Possibilité d'articuler PLU intercommunal et RNU	
Localisation (nuisances)	II.650-2
Risques résultant de facteurs naturels et de nuisances	
Desserte	II.650-3
Desserte voirie (R. 111-5 et 6)	
Espaces verts (R. 111-7)	
Conditions de desserte par les réseaux d'alimentation en eau potable et par les réseaux d'assainissement (C. urb., art. R. 111-8 à R. 111-12)	
Protection des intérêts économiques et financiers des communes – Article R. 111-13	II.650-4
Généralités	
Ressources actuelles	
Article R. 111-13 et article R. 421-5	
Interprétations jurisprudentielles	
Lutte contre le mitage (art. R.111-14)	II.650-5
Présentation générale	
Protection des espaces naturels environnants (art. R. 111-14 1 □)	
Protection des activités agricoles et forestières (art. R. 111-14 2 □)	
Protection des mines et des carrières (art. R. 111-14 3 □)	
Règles relatives à l'implantation et au volume des constructions	II.650-6
Généralités	
Implantation des constructions sur un même terrain	
Implantation des constructions par rapport aux voies publiques R. 111-16	
Implantation par rapport aux limites séparatives des fonds voisins (art. R. 111-17)	
Dérogations et aménagements (art. R. 111-19)	
Implantations spécifiques dans les régions d'outre-mer	
Préservation des éléments présentant un intérêt architectural, patrimonial, paysager ou écologique	II.650-7
Généralités	
Identification des éléments présentant un intérêt patrimonial, paysager ou écologique et définir, si nécessaire, les prescriptions de nature à assurer leur protection	
Aspect des constructions	
SCoT – Incitations et périmètre	II.700
Incitations : la règle de « l'urbanisation limitée »	II.700-1
Présentation générale	
Champ d'application de la règle	
Portée de la règle	
Délimitation du périmètre du SCoT	II.700-2
Généralités	
Conditions de fond	
Alternative des documents pouvant tenir lieu de SCoT	
Règles de compétence et de procédure	
SCoT	II.710
Établissement public chargé du schéma	
Mise en place de l'établissement	II.710-1
Généralités	
Établissement public de coopération intercommunale (EPCI) Syndicat mixte	

Évolution de l'établissement public	II.710-2
Généralités	
Extension du périmètre de l'établissement public porteur du SCoT (C. urb., art. L. 143-1)	
Réduction du périmètre de l'établissement public porteur du SCoT (C. urb., art. L. 143-11)	
Périmètre de l'EPCI à fiscalité propre partiellement compris dans celui du SCoT (C. urb., art. L. 143-12)	
EPCI comprenant des communes appartenant à plusieurs SCoT (C. urb., art. L. 143-13)	
Fusion d'EPCI dont au moins un est porteur de SCoT (C. urb., art. L. 143-14)	
Schémas de secteur : périmètre et gestion	II.710-3
Généralités	
SCoT	II.720
Contenu	
Encadrement du contenu du SCoT	II.720-1
Généralités	
Objectifs généraux de l'urbanisme	
Règles et documents s'imposant au SCoT en termes de compatibilité	
Règles et documents devant être pris en compte par le SCoT	
Éléments constitutifs du contenu du SCoT	II.720-2
Généralités	
Rapport de présentation	
Du projet d'aménagement et de développement durables (PADD) au projet d'aménagement stratégique (PAS)	
Document d'orientation et d'objectifs (DOO)	
Annexes	
SCoT tenant lieu de PCAET	
Schéma de secteur	
SCoT – Élaboration et suivi	II.730
Élaboration du SCoT	II.730-1
Présentation générale de la procédure	
Acteurs	
De la mise à l'étude au projet de schéma arrêté	
Du projet arrêté au schéma approuvé	
Entrée en vigueur du schéma	
Contrôle juridictionnel	
Gestion et suivi du SCoT	II.730-2
Principes généraux	
Évaluation périodique du schéma	
Révision, modification, abrogation du schéma par l'établissement public	
Mise en compatibilité du SCoT avec les normes supérieures (C. urb., art. L. 143-40)	
Mise en compatibilité du SCoT pour permettre la réalisation d'une opération d'un projet d'utilité publique ou d'intérêt général	
SCoT	II.740
Effets juridiques	
Champ de l'opposabilité des SCoT	II.740-1
Généralités	
Documents d'urbanisme	
Documents sectoriels	
Opérations	
Autorisations	
Autorisations d'urbanisme et urbanisation limitée dans les zones littorales	
Espaces naturels et agricoles	
Projet de pays	
Portée de l'opposabilité des schémas : l'obligation de compatibilité	II.740-2
Obligation de compatibilité : approche théorique	
Contrôle de l'obligation de compatibilité par le juge	
Servitudes administratives	II.800

Non-indemnisation	
Servitudes administratives et servitudes d'urbanisme	II.800-1
Distinction	
Règles générales d'indemnisation des servitudes administratives	
Historique de l'indemnisation des servitudes d'urbanisme	
Principe de non-indemnisation	II.800-2
Texte	
Champ d'application	
Possibilités exceptionnelles d'indemnisation	II.800-3
Règles posées par le code de l'urbanisme	
Conditions exigées pour l'indemnisation	
Régime de la réparation	II.800-4
Caractère du régime institué par la loi	
Collectivité responsable	
Incidences des servitudes d'urbanisme en cas d'expropriation	
Influence de la Convention européenne des droits de l'homme	II.800-5
Texte de la convention	
Interprétations de la convention	
 Servitudes d'utilité publique affectant l'utilisation des sols	 II.850
Catégories de servitudes	II.850-1
Notion	
Liste des servitudes d'utilité publique affectant l'utilisation des sols	II.850-2
Article L. 126-1 du code de l'urbanisme	
Servitudes relatives à la conservation du patrimoine	
Servitudes relatives à l'utilisation de certaines ressources et équipements	
Servitudes relatives à la défense nationale	
Servitudes relatives à la salubrité et la sécurité publiques	
Régime des servitudes d'utilité publique affectant l'utilisation du sol	II.850-3
Textes institutifs	
Dates d'effet	
Servitudes d'utilité publique et documents d'urbanisme	II.850-4
Élaboration des documents d'urbanisme	
Contenu des documents d'urbanisme	
Servitudes d'utilité publique et annexes des PLU	
Sanctions de l'absence de mention de la servitude dans les annexes du PLU	

PARTIE III EXPROPRIATION – DROIT DE PRÉEMPTION – INTERVENTIONS FONCIÈRES
--

<u>Alignement</u>	III.100
Présentation générale	III.100-1
Objet de l'alignement	
Limitation de l'objet	
Le plan d'alignement	III.100-2
Établissement du plan d'alignement	
Régime du plan d'alignement	
Effets du plan d'alignement	
Alignement, règles et documents d'urbanisme	
L'alignement individuel	III.100-3
Définition et portée de l'alignement individuel	
Régime de l'alignement individuel	
 Associations foncières urbaines (AFU)	 III.200
Introduction	III.200-1
Généralités	
Différentes formes d'associations foncières urbaines	III.200-2

Diversité des AFU au regard de leur nature juridique Diversité de l'objet des AFU	
Constitution des associations foncières urbaines	III.200-3
Généralités Associations foncières urbaines libres Associations foncières urbaines autorisées Associations foncières urbaines constituées d'office	
Fonctionnement des associations foncières urbaines	III.200-4
Généralités Règles communes à toutes les AFU autorisées L'union et la fusion d'AFU Règles spécifiques aux différentes AFU autorisées	
Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres	III.300
Introduction	III.300-1
Historique Sources	
Caractères généraux du conservatoire	III.300-2
Missions Compétence territoriale Pouvoir consultatif Administration	
Ressources financières du Conservatoire	III.300-3
Droit annuel de francisation et de navigation (DAFN) Dotations de l'État, des collectivités locales et de l'Union européenne Taxe sur le transport maritime de passagers Part départementale de la taxe d'aménagement Produit de la vente des biens meubles et immeubles	
Constitution du patrimoine du Conservatoire	III.300-4
Généralités Les acquisitions consenties Les acquisitions forcées Les biens sans maître Affectation du domaine privé ou public de l'État Attribution d'immeubles relevant du domaine public de l'État	
Domaine relevant du conservatoire	III.300-5
Consistance du domaine Gestion du domaine Protection répressive du domaine	
Obligations réelles environnementales	III.300-6
Généralités Conditions de mise en œuvre	
Espaces agricoles et naturels périurbains (PEAN)	III.350
Introduction	III.350-1
Diversité des dispositifs de protection des espaces agricoles et naturels périurbains Périmètres de protection et de gestion des espaces agricoles et naturels périurbains (PEAN)	
Institution des PEAN	III.350-2
Conditions d'instauration des périmètres d'intervention Modification du périmètre d'intervention Effets du périmètre d'intervention sur les documents d'urbanisme	
Programme d'action du PEAN	III.350-3
Définition Modalités d'élaboration Modifications du programme d'action	
Maîtrise foncière publique	III.350-4

Généralités	
Variété des outils d'acquisition	
Conditions d'exercice du droit de préemption des SAFER	
Régime des biens acquis	III.350-5
Classement dans le domaine privé	
Utilisation et gestion des biens acquis	
<u>Droit de préemption</u>	<u>III.400</u>
Généralités – Règles communes	
Introduction	III.400-1
Historique du droit de préemption	
Objet du droit de préemption urbain et de la ZAD	
Évolutions	
Champ d'application matériel	III.400-2
Généralités	
Champ d'application quant aux biens	
Champ d'application quant aux mutations	
Exercice du droit de préemption	III.400-3
Généralités	
Déclaration d'intention d'aliéner	
Décision de préemption	
Compétence exceptionnelle du préfet	
Modalités d'exercice du droit de préemption	
Réponse du propriétaire et fixation judiciaire du prix	
Cas des adjudications	
Effets de la préemption	III.400-4
Nature du contrat né de la préemption	
Obligations financières	
Affectation de l'immeuble	
Information et protection des occupants	III.400-5
Information des occupants et du titulaire	
Droits et obligations des occupants	
Renonciation à l'exercice du droit de préemption	III.400-6
Règles de compétence et de forme	
Nature et régime juridique de la renonciation	
<u>Droit de préemption</u>	<u>III.450</u>
Règles contentieuses	
Introduction	III.450-1
Partage du contentieux	
Développement du contentieux	
Recours pour excès de pouvoir	III.450-2
Conditions de recevabilité	
Moyens d'annulation	
Conséquences de l'annulation d'une décision de préemption	III.450-3
Effets directs de l'annulation	
Droits et obligations lorsque la vente est intervenue au profit de la collectivité	
Disposition de son bien par le propriétaire	
Appréciation de la légalité de la décision de préemption	III.450-4
Compétence juridictionnelle	
Effets de l'illégalité	
Procédures d'urgence	III.450-5
Référé suspension	
Référé-liberté	
Contentieux de la responsabilité	III.450-6
Introduction	
Principe et sources de la responsabilité pour faute	
Réparation du préjudice	
Convention européenne des droits de l'homme	

<u>Droit de préemption</u>	<u>III.500</u>
Droit de préemption urbain (DPU)	
Introduction	III.500-1
Origine	
Évolution	
Conditions d'institution du droit de préemption urbain	III.500-2
Le plan local d'urbanisme : acte condition	
Plan local d'urbanisme et zones de préemption	
Carte communale et droit de préemption urbain	
Modalités d'institution	III.500-3
Règles de compétence et nature juridique de la décision	
Mesures de publicité et d'information	
Bénéficiaire du droit de préemption urbain	
Champ d'application matériel	III.500-4
Exclusions de plein droit	
Renforcement du droit de préemption urbain	
Exclusions volontaires	
Délaissement	III.500-5
Procédure	
Effets	
Utilisation des biens acquis	
 <u>Droit de préemption sur les fonds artisanaux, les fonds de commerce et les baux commerciaux</u>	 <u>III.550</u>
Généralités	III.550-1
Évolution	
Entrée en vigueur	
Institution du droit de préemption	III.550-2
Modalités d'institution	
Champ d'application matériel	
Procédure de la préemption	III.550-3
Procédure de droit commun	
Articulation des droits de préemption	
Exercice du droit de préemption	
Contentieux de la préemption	
Renonciation à préempter	
Effets de la préemption	III.550-4
L'obligation de rétrocession	
La période intermédiaire	
 <u>Droit de priorité</u>	 <u>III.600</u>
Introduction	III.600-1
Évolution	
Caractères généraux	
Institution et champ d'application du droit de priorité	III.600-2
Institution	
Champ d'application	
Exercice du droit de priorité	III.600-3
La déclaration d'intention d'aliéner	
Décision du titulaire	
 <u>Droit de délaissement</u>	 <u>III.650</u>
Introduction	III.650-1
Généralités	
Évolution	
Champ d'application	III.650-2
Droit de l'urbanisme	
Droit de l'environnement	
Droit de l'aménagement	

Expropriation pour cause d'utilité publique	
Exercice du droit délaissement	III.650-3
Règles applicables	
Présentation de la mise en demeure de procéder à l'acquisition	
Effets de la mise en demeure d'acquiescer	
Utilisation des biens acquis	
Superposition de droits de délaissement	III.650-4
Position de la question	
Absence de hiérarchie	
 Espaces naturels sensibles	 III.700
Introduction	III.700-1
Évolution	
Sources	
Généralités	
Institution du droit de préemption	III.700-2
Généralités	
Institution du droit de préemption par le département	
Institution à l'initiative du Conservatoire du littoral	
Effets de l'instauration du droit de préemption	III.700-3
Généralités	
Biens et aliénations soumis au droit de préemption	
Obligation de souscrire une déclaration d'intention d'aliéner	
Exercice du droit de préemption	III.700-4
Généralités	
Objet de la décision de préemption	
Modalités d'édiction de la décision de préemption	
Sens de la décision de préemption	
Particularités de la procédure judiciaire de fixation du prix	
Transfert de propriété et règlement du prix	
Contentieux	
Utilisation des biens préemptés	III.700-5
Règles générales	
Classement des biens acquis dans le domaine public	
Plan de gestion	
Droit de rétrocession	
Registre du suivi des biens préemptés	
Obligations et droits des locataires ou occupants des biens préemptés	
Protection des espaces boisés, sites et paysages	III.700-6
Généralités	
Protection des bois, forêts et parcs	
Protection des sites et paysages	
Association du département aux Agences régionales de la biodiversité	III.700-7
Généralités	
 Établissements publics fonciers	 III.800
Présentation d'ensemble	III.800-1
Évolution des établissements publics fonciers d'État	
Création des établissements fonciers locaux par la loi d'orientation pour la ville	
Actualité législative des établissements publics fonciers	
Établissements publics fonciers de l'État	III.800-2
Régime général	
Établissements fonciers existants	
Établissements publics fonciers locaux	III.800-3
Généralités	
Création et évolution	
Organisation et fonctionnement	
Missions	
Ressources et gestion financière	
Superposition de périmètre avec celui d'un EPF d'État	

Régime fiscal spécifique des établissements publics fonciers	III.800-4
Taxe spéciale d'équipement	
Exonérations fiscales	
<u>Établissements publics d'aménagement</u>	III.850
Présentation d'ensemble	III.850-1
Des établissements « plastiques » pour répondre à des enjeux urbains divers	
La scission EPA-EPF et le maintien d'EPA « polyvalents »	
La création d'EPA locaux	
Établissements publics d'aménagement de l'État	III.850-2
Généralités	
Refonte du régime juridique des EPA en 2011	
Régime des établissements publics d'aménagement (EPA)	
Établissements publics locaux d'aménagement	III.850-3
Diversité des établissements publics locaux d'aménagement	
Les établissements publics locaux de rénovation urbaine	
L'établissement public d'aménagement Paris La Défense	
<u>Expropriation</u>	III.900
Généralités – Champ d'application – Utilité publique	
Généralités	III.900-1
Évolution	
Codification du droit de l'expropriation	
Présentation d'ensemble	
Biens pouvant être expropriés	III.900-2
Introduction	
Immeubles appartenant à des personnes privées	
Immeubles appartenant à des personnes publiques	
Droits réels	
Meubles pouvant être expropriés	
Titulaires du droit d'exproprier	III.900-3
Généralités	
Personnes publiques pouvant exproprier	
Organismes de droit privé titulaires du droit d'exproprier	
Bénéficiaires de l'expropriation	
Utilité publique – Principales catégories d'opérations pouvant être déclarées d'utilité publique	III.900-4
Caractère jurisprudentiel de la notion d'utilité publique	
Ouvrages publics et acquisitions nécessaires au fonctionnement des services publics	
Expropriations réalisées à des fins d'aménagement ou de développement économique	
Expropriations réalisées dans un but de protection de l'environnement et du patrimoine culturel	
Réserves foncières	
Contrôle juridictionnel de l'utilité publique	III.900-5
Principes	
Contrôle de l'acte de DUP au regard des normes réglementaires, législatives et supra-législatives	
DUP et normes constitutionnelles	
DUP et normes européennes	
DUP et normes législatives et réglementaires	
DUP et normes relatives à l'urbanisme	
DUP et les normes environnementales	
Contrôle au fond de la DUP	
<u>Expropriation</u>	III.920
Procédure administrative	
Généralités	III.920-1
Évolution	
Traits généraux de la procédure administrative	
Dossier d'enquête	III.920-2
Généralités	

Dossier normal de l'article R. 112-4	
Dossier simplifié de l'article R. 112-5	
Dossier exigé pour les enquêtes régies par le Code de l'environnement	
Organisation de l'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique	III.920-3
Présentation des enquêtes publiques	
Ouverture de l'enquête publique	
Commissaire enquêteur et commission d'enquête	
Modalités de l'enquête	
Clôture de l'enquête	
Rapport du commissaire enquêteur	
Autres consultations et mesures préalables à la déclaration d'utilité publique	III.920-4
Autres procédures de participation du public	
Consultations obligatoires	
Consultations facultatives	
Déclaration de projet	
Déclaration d'utilité publique	III.920-5
Objet	
Autorité compétente	
Conditions de délai et de forme	
Effets de la DUP	
Contentieux de la DUP – Recours en annulation	
Contentieux de la DUP – Exception d'illégalité	
Enquête parcellaire	III.920-6
Présentation générale	
Documents mis à l'enquête	
Ouverture de l'enquête parcellaire	
Modalités de l'enquête parcellaire	
Arrêté de cessibilité	III.920-7
Objet	
Forme de l'arrêté de cessibilité	
Durée de validité de l'arrêté de cessibilité	
Recours	
<u>Expropriation</u>	<u>III.940</u>
Transfert de propriété	
Généralités	III.940-1
Présentation générale de la procédure de transfert de propriété	
Acteurs de la procédure de transfert de propriété	
Ordonnance d'expropriation	III.940-2
Saisine du juge de l'expropriation	
Juridiction compétente	
Procédure devant le juge et contenu de l'ordonnance d'expropriation	
Portée de l'ordonnance d'expropriation	
Recours contre l'ordonnance	
Cession amiable	III.940-3
Définition	
Effets	
<u>Expropriation</u>	<u>III.960</u>
Indemnisation – Procédure	
Généralités	III.960-1
Divers modes de fixation de l'indemnité	
Tentative d'accord amiable	III.960-2
Notifications préliminaires	
Publicité collective	
Dénonciation par le propriétaire des ayants droit	
Offres de l'expropriant	
Accord amiable	III.960-3
Réponses des intéressés	
Garanties des droits des tiers	
Fixation de l'indemnité par le juge de l'expropriation	III.960-4

Saisine du juge de l'expropriation
 Domaines de compétence du juge de l'expropriation
 Litiges de la compétence d'autres juridictions
 Procédure en première instance
 Jugement en première instance
 Appel
 Pourvoi en cassation
 Devant la cour d'appel de renvoi

Expropriation	III.970
Procédures spéciales	
Objet des procédures spéciales	III.970-1
Présentation	
Procédure d'urgence	III.970-2
Généralités	
Champ d'application	
Conséquences de la mise en œuvre de la procédure d'urgence	
Procédure d'extrême urgence	III.970-3
Caractéristiques générales	
Opérations pouvant justifier du recours à la procédure d'extrême urgence	
Déroulement de la procédure	
Procédure d'extrême urgence propre aux travaux de réseaux et de requalification des copropriétés dégradées	III.970-4
Caractéristiques générales	
Champ d'application	
Déroulement	
Suppression de l'habitat insalubre ou des immeubles menaçant ruine	III.970-5
Présentation générale	
Champ d'application	
Procédure	
Indemnisation	
Expropriation des immeubles dégradés – Indemnisation –	
Loi ALUR	
Expropriations susceptibles de compromettre la structure des exploitations agricoles	III.970-6
Procédure de l'article 10 de la loi du 5 août 1962	
Nature des opérations concernées	
Incidences de l'article L. 122-3 sur la mise en œuvre des procédures d'aménagement foncier	
Effets de l'article L. 122-3 sur la mise en œuvre des procédures d'aménagement foncier	
Expropriations en vue de la réalisation de grands ouvrages à caractère linéaire	
Autres obligations du maître d'ouvrage	
Autres procédures spéciales	III.970-7
Agglomérations détruites à la suite de travaux publics	
Monuments historiques	
Jardins familiaux	
Voies rapides	
Procédure d'expropriation des parcelles à l'abandon	
Expropriation liée à la prévention des risques	
Expropriation des bâtiments négligés dans les zones d'activité économique liée à la prévention des risques	
Expropriation	III.980
Indemnisation – Évaluation – Paiement	
Généralités	III.980-1
Présentation générale des règles d'indemnisation	
Préjudice indemnisable	III.980-2
Principes	
Préjudice direct	
Préjudice matériel	
Préjudice certain	
Prise en compte des seuls droits juridiquement protégés	
Détermination de la consistance du bien exproprié	III.980-3

Généralités	
Date d'appréciation de la consistance de l'immeuble	
Améliorations présumées spéculatives	
Date d'évaluation des biens expropriés	III.980-4
Principe	
Correctifs	
Qualification des terrains à bâtir	III.980-5
Généralités	
Date de référence	
Équipements desservant le terrain	
Situation du terrain au regard des documents d'urbanisme	
Conditions de constructibilité requises en l'absence d'un document d'urbanisme	
Qualifications des terrains à bâtir données par le	
Code rural et de la pêche maritime	
Règles d'évaluation des biens expropriés	III.980-6
Indemnisation à la valeur marchande du bien	
Incidence des servitudes administratives	
Incidences des accords amiables	
Incidence des évaluations administratives et des déclarations fiscales	
Incidence des évaluations administratives et des déclarations fiscales – Règle des mutations récentes de l'article L. 322-9	
Prise en compte des plus-values	
Fixation de l'indemnité dans la limite des conclusions des parties	
Le respect du contradictoire	
Méthodes d'évaluation	III.980-7
Diversité des méthodes	
Méthodes d'évaluation des terrains à bâtir	
Liberté de choix du juge	
Nature et calcul de l'indemnisation	III.980-8
Nature de l'indemnisation	
Différents types d'indemnités	
Règlement de l'indemnité	III.980-9
Bénéficiaires	
Modes de règlement de l'indemnité	
Obligation de payer ou consigner l'indemnité avant la prise de possession	
Délais de paiement	
<u>Expropriation</u>	<u>III.990</u>
Emprise totale	
Généralités	III.990-1
Définition	
Procédure de droit commun	III.990-2
Généralités	
Hypothèses dans lesquelles peut intervenir la réquisition d'emprise totale	
Conditions de fond devant être réunies	
Procédure de mise en œuvre de la réquisition d'emprise totale	
Transfert de propriété	
Fixation du prix	
Procédure applicable aux exploitations agricoles	III.990-3
Généralités	
Nécessité d'un déséquilibre grave d'exploitation	
Procédure mise en œuvre	
Transfert de propriété	
Indemnisation du propriétaire	
Éviction totale demandée par les exploitants non propriétaires	
<u>Rétrocession</u>	<u>III.1000</u>
Généralités et objet	III.1000-1
Présentation	
Articulation avec les autres droits accordés aux expropriés après l'expropriation	

Objet	
Champ d'application du droit de rétrocession régi par le Code de l'expropriation	III.1000-2
Procédures d'acquisition forcée concernées	
Exclusion des autres procédures de restitution	
Conditions d'exercice du droit de rétrocession des biens expropriés	III.1000-3
Conditions de fond	
Procédure	
Modalités de la rétrocession	III.1000-4
Formes et effets	
Fixation du prix	
Impossibilité de procéder à la rétrocession	III.1000-5
Hypothèses concernées	
Responsabilité de l'expropriant	
Règles particulières à la rétrocession des biens préemptés	III.1000-6
Biens acquis dans le cadre du droit de préemption urbain et des ZAD	
Biens acquis dans les espaces naturels sensibles	
Option ouverte pour une demande de dommages et intérêts	
Réserves foncières	III.1100
Introduction	III.1100-1
Définition	
Diversité des instruments juridiques	
Constitution des réserves foncières	III.1100-2
Autorités compétentes	
Objet	
Compatibilité avec le droit de l'urbanisme	
Gestion des réserves foncières	III.1100-3
Immeubles relevant du domaine privé	
Utilisation des immeubles	
Droit de rétrocession	
Zone d'aménagement différé (ZAD)	III.1200
Introduction	III.1200-1
Définition	
�volution	
Question prioritaire de constitutionnalité	
Conditions d'instauration de la ZAD	III.1200-2
Champ d'application territorial de la ZAD	
Objet de la ZAD	
Compatibilité de la ZAD avec les documents d'urbanisme	
�laboration de la décision créant la ZAD	
Décision créant la ZAD	
Durée de validité de la ZAD	III.1200-3
Durée d'exercice du droit de préemption	
Renouvellement du droit de préemption	
Périmètres provisoires de ZAD	III.1200-4
Définition	
Conditions d'instauration du périmètre provisoire de ZAD	
Sort des biens acquis par préemption	
Exercice du droit de préemption. Règles propres à la ZAD	III.1200-5
Généralités	
Modalités d'exercice du droit de préemption	
Droit de délaissement	

Concession d'aménagement	IV.200
Généralités	IV.200-1
Réalisation directe ou déléguée d'une opération d'aménagement	
L'évolution du contrat d'aménagement : convention et concession	
Identification de la concession d'aménagement	IV.200-2
Les parties au contrat de concession d'aménagement	
L'objet du contrat de concession d'aménagement	
Contenu du contrat de concession d'aménagement	IV.200-3
Généralités	
Stipulations obligatoires	
Stipulations facultatives	
Concessions conclues avec des sociétés d'économie mixte locales	
Nature juridique des stipulations insérées dans la concession	
Qualification juridique de la concession d'aménagement	IV.200-4
Qualification en droit interne	
Qualification en droit de l'Union européenne	
Mise en conformité du droit français avec les règles communautaires	
La validation législative des contrats d'aménagement antérieurs	
Passation de la concession d'aménagement IV.200-5	
Présentation générale	
Attribution des concessions transférant un risque économique	
Attribution des concessions ne transférant pas un risque économique	
Concessions « in house »	
Recours des concurrents évincés	
Attribution de la concession et création de la ZAC	
Exécution de la concession d'aménagement IV.200-6	
Contrats d'exécution de la concession d'aménagement	
Contrôles exercés par le concédant	
 Déclaration de projet	 IV.250
Introduction	IV.250-1
Institution	
Documents d'urbanisme	
Champ d'application	IV.250-2
Conditions cumulatives	
Contentieux	
Procédure	IV.250-3
Autorité compétente	
Contenu du dossier	
Publicité	
Durée de validité	
Portée juridique	IV.250-4
Articulation avec la déclaration d'utilité publique	
Articulation avec les documents d'urbanisme	
 Habitat insalubre	 IV.350
Notion d'habitat insalubre	IV.350-1
Éléments historiques	
Cadre juridique	
Cadre institutionnel	
Définition de l'insalubrité	
Déclaration d'insalubrité	IV.350-2
Généralités	
Initiative de la procédure	
Mesures d'urgence	
Instruction et procédure	
Arrêté d'insalubrité	
Opérations de résorption de l'habitat insalubre	IV.350-3
Notions	
Procédure	

Indemnité d'expropriation	
Financement	
Protection des occupants	IV.350-4
Introduction	
Champ d'application	
Régime des loyers et des baux d'habitation	
Régime des baux commerciaux	
Sanctions civiles et pénales des propriétaires	IV.350-5
Sanctions civiles des propriétaires	
Sanctions pénales des propriétaires	
<u>Lotissement et divisions foncières</u>	<u>IV.400</u>
Champ d'application du contrôle des divisions foncières	
La notion de division foncière	IV.400-1
Division foncière	
Division en volume	
Division en jouissance	
Divisions réglementées	
La définition du lotissement	IV.400-2
Historique	
Critères du lotissement	
Procédures de contrôle	
Divisions non constitutives de lotissement	IV.400-3
Introduction	
Divisions exclues du champ du lotissement en raison de leur contrôle au titre d'une autre procédure	
Divisions exclues du champ du lotissement en raison de leur objet particulier	
Divisions non destinées à l'implantation de bâtiments	IV.400-4
Divisions contrôlées par l'article L. 123-17 du code rural	
Divisions contrôlées par l'article L. 115-3 du code de l'urbanisme	
Lotissements – jardins	
Division de l'ensemble immobilier bâti	IV.400-5
Principes d'aménagement	
Conséquences de l'omission	
<u>Lotissement</u>	<u>IV.420</u>
Procédures d'autorisation	
Permis d'aménager un lotissement	IV.420-1
Demande de permis d'aménager un lotissement	
L'instruction de la demande : règles de procédure	
L'instruction de la demande : règles de fond	
La décision	
Les effets de la décision	
Déclaration préalable à lotissement	IV.420-2
Contenu de la déclaration préalable	
Instruction	
Décision	
Violation de la réglementation des lotissements	IV.420-3
Nullité des ventes et locations	
Sanctions pénales	
Inconstructibilité des terrains	
<u>Lotissement</u>	<u>IV.440</u>
Réalisation	
Mise en œuvre du permis d'aménager un lotissement	IV.440-1
Réalisation des travaux	
Précommercialisation	
Obligations du lotisseur	
Délivrance des permis de construire	
Transfert des équipements communs	IV.440-2

Transfert à l'association syndicale	
Attribution aux acquéreurs de lots	
Transfert à la commune	
Réalisation du lotissement déclaré	IV.440-3
Obligations du déclarant	
Cession des lots	
Lotissement	IV.460
Évolution	
Modification	IV.460-1
Généralités	
Modifications demandées ou acceptées par les colotis	
Modifications imposées aux colotis (la mise en concordance)	
Caducité des règles d'urbanisme du lotissement	IV.460-2
La dualité de régime au sein du lotissement	
Le règlement du lotissement (et autres dispositions réglementaires)	
Le cahier des charges du lotissement (et autres stipulations contractuelles)	
Participations financières à l'aménagement	IV.500
Présentation	IV.500-1
Évolution du financement de l'urbanisme	
Problème du financement de l'urbanisme	
Champ d'application des participations exigibles	IV.500-2
Différentes catégories de participations	
Principe de légalité	
Option entre les différentes participations	
Régime général des participations	IV.500-3
Nature juridique des participations	
Fait générateur, liquidation et recouvrement	
Contentieux	
Participations financières à l'aménagement	IV.520
Participations non fiscales additionnelles à la TLE	
Présentation générale	IV.520-1
Typologie	
Nature	
Participations abrogées	IV.520-2
Participation en vue de la réalisation de parcs publics de stationnement	
Participation pour voirie et réseaux	
Cessions gratuites de terrain	
Participations en vigueur	IV.520-3
Participation pour raccordement à l'égout – Participation à l'assainissement collectif	
Participation en vue de la réalisation d'équipements publics exceptionnels	
Participations financières à l'aménagement	IV.540
Programme d'aménagement d'ensemble (PAE) Projet urbain partenarial	
Programmes d'aménagement d'ensemble	IV.540-1
Généralités	
Élaboration	
Contenu	
Régime	
Projet urbain partenarial	IV.540-2
Généralités	
Procédure de passation	
Objet et contenu de la convention	
Effets de la convention	
Annexe : Modèle de convention proposé par la circulaire du 18 juin 2013	
Requalification – Réhabilitation – Copropriétés en difficultés	IV.600

Généralités	IV.600-1
Bref historique	
Tournant apporté par loi ALUR	
Régime préventif – Procédure d’alerte	IV.600-2
Généralités	
Critères de mise en œuvre de la procédure d’alerte	
Intervention d’un mandataire ad hoc	
Régime des copropriétés dégradées	IV.600-3
Réforme de la procédure d’administration provisoire (art. 29-1 loi 1965)	
Gestion de la dette du syndicat des copropriétaires	
Cession des actifs et l’effacement des dettes	
Renforcement des pouvoirs de l’administrateur provisoire	
Régime des copropriétés très dégradées	IV.600-4
Généralités	
Administration provisoire renforcée	
Démembrement temporaire des lots et l’expropriation des parties communes	
Situation de carence et dissolution du syndicat des copropriétaires	
Agence nationale de l’habitat (ANAH)	IV.600-5
Missions	
Aides aux copropriétés	
Programmes « Habiter mieux » et « MaPrimeRenov’ »	
Participation à l’exécution d’opérations : le portage ciblé	
Opération de requalification des copropriétés dégradées (ORCOD)	IV.600-6
Définition	
Conditions	
Restauration immobilière	IV.700
Généralités	IV.700-1
Historique	
Nature et intérêt de la procédure	
Champ d’application	IV.700-2
Nature des travaux	
Procédure	
Réalisation des travaux	
Régime fiscal	IV.700-3
Principe	
Situation antérieure à 1995	
Textes applicables à partir du 1 ^{er} janvier 1995	
Autres dispositions	IV.700-4
Permis de démolir	
Primes et prêts	
Division d’immeubles	
Conséquences pour les locataires et occupants	
Visite des bâtiments par les hommes de l’art	
Sanctions pénales	
Secteurs sauvegardés	IV.750
Généralités	IV.750-1
Historique	
Loi Malraux	
Réforme opérée par l’ordonnance n° 2005-864 du 28 juillet 2005	
Transformation des secteurs sauvegardés en sites patrimoniaux remarquables	
Institutions (ancien régime)	IV.750-2
Administrations compétentes	
Commissions consultatives	
Création des secteurs sauvegardés (ancien régime)	IV.750-3
Intérêt de la procédure	
Conditions de création	
Procédure de création	
Élaboration du plan de sauvegarde et de mise en valeur (ancien régime)	IV.750-4

Effets de la délimitation	
Instruction	
Consultations préalables à l'enquête publique	
Phase d'approbation	
Changements apportés au plan de sauvegarde	
Publicité	
Contenu du plan de sauvegarde et de mise en valeur (ancien régime)	IV.750-5
Rapport PSMV / PLU	
Règles particulières au plan de sauvegarde	
Pièces composant le plan de sauvegarde	
Contrôle juridictionnel	
Plan de sauvegarde et autres réglementations (ancien régime)	IV.750-6
Plan de sauvegarde et autres servitudes de protection du patrimoine culturel	
Plan de sauvegarde et planification urbaine	
Régime des travaux résultant des ordonnances du 28 juillet et du 8 décembre 2005 (ancien régime)	IV.750-7
Généralités	
Champ d'application des autorisations ou des déclarations exigées dans les secteurs sauvegardés	
Procédure	
Sursis à statuer	
Régime de l'affichage et de la publicité	IV.750-8
Ancien régime	
Contrôle et sanctions (ancien régime)	IV.750-9
Droit de visite	
Sanctions	
Taxe locale d'équipement (TLE) Taxes d'urbanisme	IV.800
Présentation générale des taxes d'urbanisme	IV.800-1
Système des taxes d'urbanisme mis en place par la loi du 30 décembre 1967	
Suppression de la TLE et des taxes complémentaires et additionnelles	
Régime transitoire	
Nature des taxes d'urbanisme	
Taxe locale d'équipement	IV.800-2
Remplacement de la TLE par la part communale de la taxe d'aménagement	
Champ d'application territorial	
Opérations assujetties	
Fait générateur	
Assiette	
Taux	
Liquidation	
Recouvrement	
Affectation	
Contentieux	
Taxes complémentaires à la TLE	IV.800-3
Taxe complémentaire à la TLE en Île-de-France	
Remplacement par la part régionale de la taxe d'aménagement	
Taxe spéciale d'équipement du département de Savoie	
Taxes additionnelles à la TLE – Taxe départementale des espaces naturels sensibles	IV.800-4
Historique	
Champ d'application	
Fait générateur	
Assiette	
Taux	
Recouvrement de la TDENS	
Affectation du produit de la taxe	
Autres impositions à caractère fiscal	IV.800-5
Taxe pour le financement des dépenses des conseils d'architecture, d'urbanisme et d'environnement	
Versement pour dépassement du plafond légal de densité	
Taxe d'aménagement	IV.900

Généralités	IV.900-1
Cadre législatif et réglementaire	
Création de la taxe d'aménagement	
Déplacement dans le Code général des impôts	
Mise en place	IV.900-2
Généralité	
Communes et intercommunalités	
Département	
Région	
Opérations assujetties	IV.900-3
Opérations imposables	
Exonérations	
Base d'imposition	IV.900-4
Assiette	
Taux	
Établissement et recouvrement	IV.900-5
Établissement/Liquidation	
Recouvrement	
 Versement pour sous densité	 IV.950
Généralités	IV.950-1
Objectifs initiaux	
Abrogation	
Institution	IV.950-2
Champ d'application	
Institution d'un seuil minimal de densité	
Détermination	IV.950-3
Définition du versement pour sous-densité	
Fait générateur	
Calcul de la densité de la construction	
Valeur du terrain	
Liquidation, recouvrement et contrôle	IV.950-4
Calcul du versement pour sous-densité	
Rescrit fiscal	
 Zone d'aménagement concerté (ZAC)	 IV.1000
Présentation générale	
Origine et évolution	IV.1000-1
Origine	
Évolution	
Objet et délimitation	IV.1000-2
Objet de la ZAC	
Délimitation de la ZAC	
Normes applicables	IV.1000-3
Normes d'urbanisme	
Autres normes	
 Zone d'aménagement concerté (ZAC)	 IV.1020
Création	
Procédure de création	IV.1020-1
Préparation du projet	
Approbation du projet	
Documents de création	IV.1020-2
Dossier de création	
Autres études	
Contentieux de l'acte de création	IV.1020-3
Recevabilité du recours	
Examen du recours	

<u>Zone d'aménagement concerté (ZAC)</u>	<u>IV.1040</u>
Détermination des modalités d'aménagement	
Dossier de réalisation	IV.1040-1
Contenu	
Approbation du dossier de réalisation	
Approbation du programme des équipements publics	
Modalités de réalisation	IV.1040-2
Différents modes	
Réalisation en régie directe	
Réalisation par concession	
Adaptation du plan local d'urbanisme	IV.1040-3
Cas d'adaptation du PLU	
Moment de l'adaptation du PLU	
Spécificités de l'adaptation du PLU en ZAC	
 <u>Zone d'aménagement concerté (ZAC)</u>	 <u>IV.1060</u>
Réalisation de l'aménagement	
Dossier de réalisation	IV.1060-1
Contenu	
Approbation	
Maîtrise foncière	IV.1060-2
Modes d'acquisition des terrains	
Maîtrise foncière partielle	
Cession des terrains	IV.1060-3
Régime des cessions de terrains	
Cahier des charges de cession	
 <u>Zone d'aménagement concerté (ZAC)</u>	 <u>IV.1080</u>
Financement – Participations exigibles	
Généralités	IV.1080-1
Choix du mode de financement	
Influence du mode de gestion	
Réalisation des équipements par l'aménageur	IV.1080-2
Introduction	
Équipements mis à la charge de l'aménageur	
Caractère contractuel de la participation	
Exonérations et cumuls	IV.1080-3
Exonération de la taxe d'aménagement	
Exigibilité des taxes et participations complémentaires	
 <u>Zone d'aménagement concerté (ZAC)</u>	 <u>IV.1090</u>
Modification et suppression	
Modification de la ZAC	IV.1090-1
Appréciation	
Procédure	
Suppression de la ZAC	IV.1090-2
Notion de suppression	
Procédure de suppression	
Effets de la suppression	
 <u>Occupants – Protection</u>	 <u>IV.1100</u>
Introduction	IV.1100-1
Loi du 18 juillet 1985	
Loi SRU du 13 décembre 2000	
Régime des occupants de locaux d'habitation	IV.1100-2
Champ d'application	
Droits des occupants	

Mesures spécifiques aux commerçants, artisans et industriels	IV.1100-3
Bénéficiaires	
Droit de priorité	
Éviction provisoire	
Indemnisation	
Dispositions applicables aux restaurations immobilières	IV.1100-4
Obligations et droits des occupants	
Garanties des occupants en cas de dénonciation des baux	

PARTIE V

AUTORISATIONS – CONTRÔLE

Camping	V.100
Généralités	V.100-1
Définition	
Évolution de la réglementation	
Objet de la réglementation	
Restrictions à la pratique du camping	V.100-2
Principe de liberté du camping	
Restrictions résultant de règles nationales	
Restrictions résultant de règles locales	
Régime des terrains aménagés	V.100-3
Principes généraux	
Autorisation d'aménager le terrain	
Sanction du défaut d'autorisation ou de déclaration d'aménagement	
Classement, exploitation et surveillance des terrains aménagés	
Caravanage	V.120
Définitions et réglementation	V.120-1
Définition	
Caravane, résidence mobile de loisirs et mobile-homes	
Camping-car	
Réglementation	
Interdictions d'installation	V.120-2
Généralités	
Interdictions résultant de règles nationales	
Interdictions résultant de règles locales	
Information du public	
Police générale	
Déclaration préalable à l'installation des caravanes isolées	V.120-3
Présentation	
Champ d'application	
Régime de délivrance	
Certificat d'urbanisme (CU)	V.200
Origine et évolution	V.200-1
Origine du certificat d'urbanisme	
Diversification de l'objet du certificat d'urbanisme	
Retour à la vocation originelle du certificat d'urbanisme	
Introduction pour le droit de l'environnement d'un certificat de projet inspiré du certificat d'urbanisme	
Procédure de délivrance du certificat	V.200-2
Demande	
Instruction de la demande	
Délivrance du certificat	
Contenu du certificat	V.200-3
Renseignements fournis par les deux types de certificat	
Renseignements complémentaires apportés par le certificat opérationnel	
Effets du certificat	V.200-4
Effets juridiques des certificats : la stabilisation de la réglementation	

Garanties supplémentaires apportées par le certificat opérationnel	
Certificat d'urbanisme et responsabilité de l'Administration	
Retrait du certificat irrégulier	
Contentieux du certificat	V.200-5
Contentieux de l'annulation	
Contentieux de la responsabilité	
Note de renseignements d'urbanisme	V.200-6
Généralités	
Avant la réforme du certificat d'urbanisme de 1971	
Entre les réformes de 1971 et de 2005-2007	
Après la réforme de 2005-2007	
Changement d'usage des locaux d'habitation	V.400
Ordonnance du 8 juin 2005	
Introduction	V.400-1
Évolution	
Usage et destination des locaux	
Champ d'application	V.400-2
Champ d'application territorial	
Opérations concernées	
Champ d'application matériel	
Date de référence	
Exercice d'une profession dans une partie de locaux d'habitation	
Autorisation de changement d'usage	V.400-3
Règles de procédure	
Règles de fond	
Caractères et régime juridique de l'autorisation	
Articulation avec le permis de construire	
Sanctions	V.400-4
Nullité des conventions	
Action publique	
Prescription	
Clôtures	V.500
Champ d'application du contrôle administratif des clôtures	V.500-1
Évolutions du régime déclaratif	
Définition de la notion de clôture	
Étendue du régime de la déclaration préalable	
Zones d'application du régime déclaratif	
Régime déclaratif de clôture	V.500-2
Règles de procédure	
Règles de fond	
Déclaration préalable	V.1000
Généralités	V.1000-1
Origine	
Nature juridique	
Champ d'application	V.1000-2
Détermination	
Ouvrages d'infrastructure terrestre, maritime, fluvial, portuaire ou aéroportuaire (C. urb., art. R. 421-3 et R. 421-10)	
Constructions nouvelles	
Clôtures	
Travaux sur constructions existantes	
Changements de destination	
(C. urb., art. R. 421-14 et R. 421-17)	
Travaux, installations et aménagements affectant l'utilisation des sols (TIA)	
Régime de la déclaration préalable	V.1000-3
Présentation générale	

Contenu
Décision
Mise en œuvre de l'autorisation de travaux déclarés

Équipement commercial – Aménagement commercial	V.1100
Historique et généralités	V.1100-1
Loi Royer du 27 décembre 1973	
Réformes opérées par les lois Sapin du 29 janvier 1993, loi Raffarin du 5 juillet 1996 et loi SRU du 13 décembre 2000	
Commerce, politique de la ville et rénovation urbaine	
Compatibilité de l'urbanisme commercial avec le droit communautaire	
Loi LME du 4 août 2008	
Réforme opérée par les lois ALUR du 24 mars 2014, ACTPE du 18 juin 2014 et Macron du 6 août 2015	
Présentation générale	
Organismes spécialisés	V.1100-2
Généralités	
Commissions départementales d'aménagement commercial (CDAC)	
Commission nationale d'aménagement commercial (CNAC)	
Commissions départementales d'aménagement cinématographique (CDACi) et Commission nationale d'aménagement cinématographique (CNACi)	
Observatoires d'équipement commercial	
Champ d'application de l'autorisation d'exploitation commerciale	V.1100-3
Généralités	
Opérations concernées	
Opérations exclues de l'AEC	
Procédure d'autorisation	V.1100-4
Articulation entre l'autorisation d'exploitation commerciale et le permis de construire	
Procédure d'obtention de l'autorisation d'exploitation commerciale « autonome »	
Procédure d'obtention du permis de construire valant autorisation d'exploitation commerciale (PVAEC)	
Règles de fond	V.1100-5
Critères d'évaluation du projet	
Prise en compte des règles et documents d'urbanisme	
Contentieux du projet	V.1100-6
Recours précontentieux	
Contentieux devant la juridiction administrative	
Répression de l'exploitation illicite d'un commerce de détail	
Action en concurrence déloyale	
 Habitations légères de loisirs (HLL)	 V.1200
Généralités	V.1200-1
Définition	
Implantation des habitations légères de loisirs	
Autorisation d'aménager un parc résidentiel de loisirs	V.1200-2
Évolution du régime d'autorisation des parcs résidentiels de loisirs	
Permis d'aménager	
Normes	
Exploitation d'un parc résidentiel de loisirs	V.1200-3
Exploitation sous régime hôtelier	
Exploitation sous régime non hôtelier	
Obligation d'entretien et sanctions	
 Immeubles de grande hauteur	 V.1250
Champ d'application	V.1250-1
Notion d'immeuble de grande hauteur	
Classification	
Règles de construction	
Obligations administratives	V.1250-2
Autorisation de création, d'aménagement, de modification ou de changement de destination d'un IGH	
Permis de construire sur les immeubles de grande hauteur	

Organisation du contrôle

V.1250-3

Suppression des commissions centrales de sécurité
Commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité
Obligations du propriétaire
Sanctions de la non-conformité

Permis d'aménager

V.1350

Généralités

V.1350-1

Présentation

Champ d'application : travaux, installations et aménagements affectant l'utilisation des sols V.1350-2

Principe

Lotissements

Opérations de remembrements réalisées par une association foncière urbaine libre (AFU) (C. urb., art. R. 421-19, b)

Hébergement de loisirs

(C. urb., art. R. 421-19, c à f)

Activités de loisirs (C. urb., art. R. 421-19, g à i, et R. 421-20)

Stationnements, dépôts de véhicules et garages collectifs de caravanes ou de résidences mobiles de loisirs (C. urb., art. R. 421-19, j, et R. 421-20)

Affouillements et exhaussement du sol (C. urb., art. R. 421-19, k, et R. 421-20)

Installations affectées aux gens du voyage (C. urb., art. L. 444-1 et R. 421-19, l)

Aménagement de terrains permettant l'installation d'au moins deux résidences démontables (C. urb., art. R. 421-19, m)

Création d'un espace public

(C. urb., art. R. 421-20)

Création ou modification d'une voie dans le périmètre des sites patrimoniaux remarquables et les abords des monuments historiques

(C. urb., art. R. 421-21)

Aménagements dans les espaces remarquables du littoral

(C. urb., art. R. 421-22)

Dispense de déclaration préalable ou de permis d'aménager

Procédure de délivrance et de mise en œuvre

V.1350-3

Dispositions communes aux demandes de permis d'aménager

Dispositions propres aux terrains de camping et autres terrains aménagés pour l'hébergement touristique (C. urb., art. R. 443-1 à R. 443-5)

Permis de construire

V.1400

Généralités – Champ d'application

Généralités

V.1400-1

Origines et évolutions du régime du permis

Champ d'application – Principes généraux V.1400-2

Caractère réel

Champ d'application territorial

Champ d'application matériel

Travaux dispensés de toute formalité au titre du Code de l'urbanisme

Constructions nouvelles

V.1400-3

Soumission au permis de construire

Constructions nouvelles soumises à déclaration préalable

Constructions nouvelles dispensées de toute formalité au titre du Code de l'urbanisme (C. urb., art. L. 421-5 et R. 421-2 à R. 421-8-2)

Respect des règles d'urbanisme

Travaux sur constructions existantes

V.1400-4

Généralité

Construction existante. Notion

Exceptions

Changement de destination

V.1400-5

Notion

Régime

Permis de construire	V.1420
Procédure – Demande	
Généralités	V.1420-1
Textes applicables – Réforme des autorisations d’urbanisme	
Dépôt de la demande	
Qualité du pétitionnaire	V.1420-2
Généralités	
Qualité de pétitionnaire	
Dématérialisation	V.1420-3
Principe	
Intervention d’un architecte	V.1420-4
Recours à l’architecte	
Dérogations	
Architecte	
Dossier de demande de permis de construire	V.1420-5
Généralités	
Pièces systématiquement exigées	
Pièces requises au titre de dispositions particulières du Code de l’urbanisme	
Pièces requises au titre du Code de l’environnement	
Pièces requises au titre du Code de la construction et de l’habitation (CCH)	
Pièce requise au titre du Code forestier	
Permis de construire et autorisation d’exploitation commerciale (C. urb., art. R. 431-27-1)	
Permis de construire et autorisation de salle de spectacle cinématographique (C. urb., art. R. 431-28)	
Pièces requises au titre de législations diverses	
Responsabilité du demandeur (C. urb., art. R. 431-33-2)	
Informations demandées en vue de l’établissement des statistiques (C. urb., art. R. 431-34)	
Absence de vérification de l’exactitude des pièces	
Permis de construire – Autorisations et déclarations : dispositions communes	V.1440
Procédure – Instruction – Délivrance	
Généralités	V.1440-1
Réforme de 2005/2007	
Obligation d’instruction	
Dématérialisation de l’instruction	
Autorité compétente pour instruire	V.1440-2
Généralités	
Permis délivrés au nom de l’État – Instruction	
Permis délivrés au nom de la commune ou d’un EPCI – Instruction	
Transmission de la demande	
Demandes de dérogation	
Examen préliminaire de la demande	V.1440-3
Généralités	
Délais d’instruction	V.1440-4
Généralités	
Point de départ	
Délais de droit commun	
Délais d’instruction particuliers	
Prolongations exceptionnelles (C. urb., art. R. 423-34 à R. 423-37-2)	
Suspension du délai d’instruction	
Déroulement de l’instruction	V.1440-5
Concertation	
Consultations	
Avis et accords	
Délais et conditions d’intervention des avis ou accords	
Enquête publique	
Autorité compétente pour prendre la décision	V.1440-6
Communes dotées d’un document d’urbanisme approuvé	
Permis délivrés au nom de l’État (C. urb., art. L. 422-2 et R. 422-2)	

Décision	V.1440-7
Décision expresse	
Permis tacite	
Le retrait (C. urb., art. L. 424-5 ; CRPA, art. L. 242-1 et s.)	
Sursis à statuer (C. urb., art. L. 424-1)	
Rejet de la demande	

Permis de construire – Effets	V.1460
--------------------------------------	---------------

Les droits conférés par le permis de construire	V.1460-1
--	-----------------

- Rappel sur le permis de construire
- Droit de réaliser une construction ou d'effectuer des travaux
- Permis modificatif
- Réserve des droits des tiers

Validité du permis de construire	V.1460-2
---	-----------------

- Délais de validité

Mise en œuvre du permis de construire – Conformité	V.1460-3
---	-----------------

- Caractère facultatif de la mise en œuvre du permis de construire
- Transfert du permis de construire
- Déclaration d'ouverture de chantier (C. urb., art. R. 424-16) Droit de visite et de communication (C. urb., art. L. 461-1 et s. ; v. aussi, CCH, art. L. 181-1 et s., entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2024)
- Contrôle de la conformité

Permis de démolir	V.1500
--------------------------	---------------

Généralités	V.1500-1
--------------------	-----------------

- Origine du permis de démolir
- Création d'un permis de démolir unique
- Décentralisation du permis de démolir

Champ d'application	V.1500-2
----------------------------	-----------------

- Constructions visées
- Personnes et travaux assujettis Exemptions
- Intégration de l'autorisation de démolir au permis de construire

Instruction et délivrance du permis de démolir	V.1500-3
---	-----------------

- Instruction et décision
- Conditions de fond

Sursis à statuer	V.1700
-------------------------	---------------

Champ d'application	V.1700-1
----------------------------	-----------------

- Objet du sursis à statuer
- Cas dans lesquels le sursis à statuer peut être opposé
- Demandes susceptibles de faire l'objet d'un sursis à statuer

Mise en œuvre	V.1700-2
----------------------	-----------------

- Conditions générales
- Conditions de fond
- Décision
- Contrôle juridictionnel

Effets du sursis à statuer	V.1700-3
-----------------------------------	-----------------

- Délai de validité du sursis à statuer
- Conséquences de l'expiration du sursis
- Sursis à statuer et droit de délaissement

PARTIE VI CONTRÔLES A POSTERIORI ET SANCTIONS
--

Contentieux spécial de l'urbanisme	VI.200
---	---------------

Généralités	VI.200-1
--------------------	-----------------

- Abondance du contentieux
- Dispositions particulières et aménagements

Procédure contentieuse	VI.200-2
-------------------------------	-----------------

- Présentation
- Recevabilité des recours en annulation

Limitation du recours au mécanisme de l'exception d'illégalité	
Pouvoirs du juge	
Obligation de statuer sur l'ensemble des moyens d'annulation	
Effets des jugements d'annulation et des déclarations d'illégalité	VI.200-3
Généralités	
Conséquences de l'annulation ou de la déclaration d'illégalité des documents d'urbanisme	
Conséquences de l'annulation d'un refus de permis de construire jugé illégal	
Conséquences de l'annulation d'une décision de préemption	
Déclaration d'achèvement et de conformité	VI.300
Introduction	VI.300-1
Rappel du droit antérieur	
Objectifs de la réforme	
Droit transitoire	
La notion d'achèvement des travaux	VI.300-2
Caractère relatif de la notion	
Achèvement des travaux en droit de l'urbanisme	
La déclaration d'achèvement et de conformité des travaux	VI.300-3
Domaine de la déclaration	
Établissement de la déclaration	
Effets de la déclaration	
Le contrôle de la conformité des travaux	VI.300-4
Objet du contrôle	
Modalités du contrôle	
Absence de contestation de la conformité	
Édifices menaçant ruine	VI.400
Généralités	VI.400-1
Introduction	
Champ d'application de la législation relative aux édifices menaçant ruine	VI.400-2
Conditions	
Régime unique de police administrative spéciale	VI.400-3
Détection des faits générateurs du péril	
Autorités compétentes	
Constat de la situation d'insalubrité ou d'atteinte à la sécurité	
Arrêté de mise en sécurité ou de traitement de l'insalubrité	
Arrêté de mise en sécurité d'urgence	
Sanctions pénales	
Arrêtés de mise en sécurité/insalubrité et protection des occupants	
Édifices menaçant ruine et Code de l'urbanisme	VI.400-4
Incidence des plans d'alignement et documents d'urbanisme sur la procédure de mise en sécurité ou de traitement de l'insalubrité	
Permis de démolir	
Cas particulier des immeubles protégés pour des raisons d'ordre historique ou esthétique	
Infractions pénales	VI.750
Identification des infractions d'urbanisme	VI.750-1
Catégories d'infractions	
Caractères de l'infraction	
3 Principales infractions sanctionnées par l'article L. 610-1	
Principales infractions sanctionnées par l'article L. 480-4	
Constatations des infractions	VI.750-2
Obligation de dresser un procès-verbal d'infraction	
Agents compétents	
Droit de visite	
Déclenchement des poursuites	VI.750-3
Saisine du juge répressif	
Autres actions possibles des tiers lésés	
Mesures conservatoires : interruption des travaux	VI.750-4
Décision du juge répressif	
Interruption des travaux par les autorités administratives	

Intervention des juridictions judiciaires	
Rôle du juge administratif des référés	
Sanctions pénales	VI.750-5
Identification des personnes responsables	
Peines d’amende	
Peines de prison	
Mesures de restitution	
Bibliographie	VI.750-6
Ouvrages	
Articles	
 Autorisations d’urbanisme	 VI.800
Compétence du juge administratif	
Compétence exclusive du juge administratif	VI.800-1
Présentation	
Compétence à l’intérieur de la juridiction administrative	VI.800-2
Juridictions compétentes en premier ressort	
Compétence spécifique de la cour administrative d’appel de Paris	
Compétence du Conseil d’État	
Instance d’appel	
Cassation	
 Autorisations d’urbanisme	 VI.810
Recevabilité du recours pour excès de pouvoir	
Introduction	VI.810-1
Présentation	
Intérêt à agir	VI.810-2
Généralité	
Recours du pétitionnaire	
Recours des tiers	
Délais de recours	VI.810-3
Généralités	
Recours introduit par le pétitionnaire	
Recours introduit par un tiers	
Déféré préfectoral	
Obligation de notification du recours	VI.810-4
Présentation	
Champ d’application de l’obligation de notification	
Modalités de la notification	
Sanction du non-respect de l’obligation de notification	
Spécificités de certains recours	VI.810-5
Recours contre les permis de construire tenant lieu d’autorisation d’exploitation commerciale – Recevabilité	
Recours dirigés contre certains projets implantés sur certaines parties du territoire – Champ d’application	
 Autorisations d’urbanisme	 VI.820
Bloc de légalité	
Règles en principe non opposables	VI.820-1
Généralités	
Non-opposabilité des règles de droit privé : portée et limites	
Principe de l’indépendance des législations : portée et limites	
Règles opposables	VI.820-2
Règles en vigueur à la date de la décision : principe et exceptions	
Règles nationales	
Règles locales	
Jeu de l’exception d’illégalité	
Exceptions à l’obligation du respect des règles	
 Autorisations d’urbanisme	 VI.830
Moyens d’annulation	

Généralités	VI.830-1
Distinction légalité externe – légalité interne	
Cristallisation des moyens	
Incidences de la délivrance d'un autre permis sur un même terrain au même pétitionnaire	
Moyens d'annulation	VI.830-2
Incompétence	
Vices de forme et de procédure	
Légalité interne	
Détournement de pouvoir	
Autorisations d'urbanisme	VI.840
Effacité du contrôle exercé par le juge administratif	
Dispositifs destinés à accélérer la solution des litiges	VI.840-1
Introduction	
Référé-suspension	
Cristallisation des moyens	
Suppression, dans certains cas du double degré de juridiction	
Obligation de statuer sur l'ensemble des moyens d'annulation	
Pouvoir d'injonction	
Dispositifs destinés à limiter les conséquences de l'illégalité d'un permis de construire	VI.840-2
Présentation	
Annulation partielle	
Sursis à statuer	
Dispositifs destinés à lutter contre les recours abusifs	VI.840-3
Présentation	
Amende pour recours abusif	
Conclusions reconventionnelles en dommages et intérêts	
Encadrement des transactions	
Conséquences de l'annulation d'une décision prise en matière de permis de construire	VI.840-4
Conséquences de l'annulation d'un permis accordé	
Conséquences de l'annulation d'un refus de permis de construire	
Conséquences de l'annulation d'une décision de sursis à statuer	
Responsabilité administrative	VI.1000
Généralités	VI.1000-1
Champ d'application de la responsabilité administrative en matière d'urbanisme	
Responsabilité contractuelle	
Exercice de l'action en responsabilité	
Responsabilité pour faute	VI.1000-2
Introduction	
Actes normateurs illégaux	
Agissements fautifs	
Responsabilité sans faute	VI.1000-3
Généralités	
Lien de causalité	VI.1000-4
Existence du lien de causalité	
Rupture du lien de causalité	
Préjudice	VI.1000-5
Introduction	
Préjudice réel et certain	
Diversité des préjudices indemnisables	
Patrimoine responsable	VI.1000-6
Introduction	
Situation antérieure à la décentralisation	
Situation postérieure à la décentralisation	
Responsabilité civile	VI.1100
Généralités	VI.1100-1
Introduction	
Fondements de l'action en responsabilité	VI.1100-2

Généralités	
Violation d'une servitude d'urbanisme	
Violation d'une stipulation contractuelle	
Violation d'un droit réel	
Théorie des troubles anormaux de voisinage	
Régime de la réparation du préjudice	VI.1100-3
Introduction	
Violation d'une servitude d'urbanisme	
Violation d'une obligation contractuelle	
Violation d'un droit réel	
Troubles anormaux de voisinage	

PARTIE VII ENVIRONNEMENT

Associations agréées	VII.200
Objet de l'agrément	VII.200-1
Généralités	
Situation antérieure à la loi du 2 février 1995	
Associations de protection de l'environnement de l'article L. 141-1 du code de l'environnement	
Associations locales d'usagers de l'article L. 121-5 du code de l'urbanisme	
Conditions requises pour obtenir l'agrément	VII.200-2
Généralités	
Objet social et activités	
Ancienneté requise	
Garanties de fonctionnement	
Cadre territorial de l'agrément	
Procédure d'agrément	VII.200-3
Instruction de la demande	
Décision d'agrément	
Effets de l'agrément	VII.200-4
Diversité des effets	
Participation à l'action d'organismes publics	
Participation à l'élaboration des documents d'urbanisme	
Recours associatifs	
Bruit	VII.300
Aérodromes	
Généralités	VII.300-1
Maîtrise de l'urbanisation au voisinage des aérodromes	
Aide aux riverains pour l'atténuation des nuisances sonores	
Les institutions de lutte contre les nuisances sonores et de protection des riverains des aéroports	VII.300-2
Autorité de contrôle des nuisances sonores aéroportuaires (ACNUSA)	
Commissions consultatives de l'environnement	
Commissions consultatives d'aide aux riverains	
Règles d'urbanisme particulières aux zones de bruit	VII.300-3
Aéroports concernés	
Définition des zones de bruit	
Délimitation des zones de bruit : les plans d'exposition au bruit (PEB)	
Prescriptions d'urbanisme dans les zones de bruit	
Taxation et aide à l'atténuation des nuisances sonores	VII.300-4
Constataction des nuisances : les plans de gêne sonore	
TGAP concernant les nuisances sonores aéroportuaires	
Aide aux riverains pour l'atténuation des nuisances sonores	
Concertation	VII.410
Présentation générale	VII.410-1
Définition	
Fondements de la concertation	

Le développement de la procédure de concertation en droit français	
La place de la concertation dans les processus de participation du public	
Procédures de concertation régies par le code de l'urbanisme	VII.410-2
Champ d'application	
La concertation facultative de l'article L. 300-2	
Organisation de la concertation	VII.410-3
Préambule	
articles L. 103-2 et suivants	
Règles spécifiques à la concertation facultative de l'article L. 300-2	
Portée juridique de la concertation	VII.410-4
Dispositions	
Concertation préalable régie par le code de l'environnement	VII.410-5
Généralités	
La soumission des concertations régies par le code de l'urbanisme à des principes généraux fixés par l'article L. 120-1	
La soumission de certaines décisions prises dans le cadre du code de l'urbanisme aux procédures du code de l'environnement	
Débat public	VII.500
Généralités	VII.500-1
Historique	
Fondements	
Commission nationale du débat public	VII.500-2
Composition et fonctionnement	
Missions	
Débat public et concertation	VII.500-3
Saisine	
Déroulement	
Enquête publique	VII.700
Généralités	VII.700-1
Évolution	
Différentes catégories d'enquêtes publiques	
Champ d'application de l'enquête publique régie par le Code de l'environnement	VII.700-2
Principe	
Exceptions, limitations et substitutions	
Commissaire enquêteur et commission d'enquête	VII.700-3
Généralités	
Autorité compétente pour désigner le commissaire enquêteur	
Conditions requises des commissaires enquêteurs	
Rémunération des commissaires enquêteurs	
Modalités de l'enquête	VII.700-4
Dossier d'enquête – Composition	
Ouverture de l'enquête	
Durée et dates de l'enquête	
Lieu de l'enquête	
Rôle du commissaire enquêteur ou de la commission d'enquête	
Participation du public	
Suspension d'enquête et enquête complémentaire	
Clôture de l'enquête	
Enquêtes portant sur des opérations localisées dans des États limitrophes	
Regroupement d'enquêtes	VII.700-5
Enquêtes multiples	
Enquête unique – cas où elle est possible	
Enquête unique – Procédure	
Rapport du commissaire enquêteur	VII.700-6
Délais	
Contenu	
Motivation et sens des conclusions	
Publicité du rapport du commissaire enquêteur	

Portée de l'enquête	VII.700-7
Incidences d'un avis défavorable sur le référé-suspension	
Référé-suspension en cas d'absence d'enquête publique	
Durée de validité de l'enquête	
Place de l'enquête dans le processus de décision	
Étude d'impact	VII.800
Généralités – Champ d'application – Élaboration – Instruction – Contrôle	
Généralités	VII.800-1
Principe	
Fondement constitutionnel	
Réformes de 2010 et 2016	
Caractère préalable	
Dénomination	
Généralisation et spécialisation	
Droit de l'Union européenne	
Droit international	
Champ d'application – Obligations	VII.800-2
Principe	
Obligations expresses	
Champ d'application – Dispenses	VII.800-3
Adaptation au droit de l'Union européenne	
Dispenses générales	
Notice d'impact	
Étude d'incidence environnementale	
Élaboration	VII.800-4
Règles générales	
Présentation du document	
Instruction et contrôles	VII.800-5
Principe européen	
Contrôle administratif de l'étude d'impact	
Contrôle par les administrations techniques	
Contrôle par les services de l'Environnement – Autorité environnementale	
Publicité	VII.800-6
Règle générale	
Procédures	
Fichier national des études d'impact	
Information des États membres de l'Union européenne ou des États parties à la Convention d'Espoo	
Contentieux de l'étude d'impact	VII.800-7
Nature de l'acte	
Contentieux administratif	
Étude d'impact – Régime de droit commun et règles particulières	VII.850
Contenu – Sources	VII.850-1
Principes	
Exigences législatives (II, de l'article L. 122-3, 2°)	
Exigences réglementaires (article R. 122-5)	
Contenu – Régime de droit commun	VII.850-2
Résumé non technique des informations	
Description du projet	
De l'analyse de l'état initial au scénario de référence	
Description des « facteurs » susceptibles d'être affectés de manière notable par le projet	
Description des incidences du projet sur l'environnement ou la santé humaine	
Description des incidences du projet résultant de sa vulnérabilité à des risques d'accidents ou de catastrophes	
Description des solutions de substitution raisonnables et indication des principales raisons de son choix	
Mesures prévues pour éviter, réduire ou compenser les effets négatifs notables du projet sur l'environnement ou la santé humaine	
Présentation des modalités de suivi de ces mesures	
Méthodes utilisées pour identifier et évaluer les incidences notables sur l'environnement	
Noms et qualité des experts ayant préparé l'étude	

Contenu – Compléments à l'étude d'impact de certains projets	VII.850-3
Introduction	
Évaluation environnementale des documents d'urbanisme et « études d'impact » des opérations d'urbanisme	
Infrastructures de transport	
Installations classées pour la protection de l'environnement	
Articulation avec la législation sur l'eau : du document d'incidence à l'étude d'incidences	
Installations nucléaires de base	
Évaluation des incidences Natura 2000	
Réserves naturelles	
Étude d'incidence environnementale	
Évaluation environnementale des plans et programmes	
Suppression de la notice d'impact	VII.850-4
Principe	
Énoncé	
Contenu effectif	
Publicité	
 Évaluation environnementale des plans et programmes	VII.870
Présentation générale	VII.870-1
Position du problème	
Directive 2001/42/CE du 27 juin 2001	
Ordonnance n° 2004-489 du 3 juin 2004	
et décrets du 27 mai 2005	
Entrée en vigueur	
Plans et programmes soumis à évaluation environnementale	VII.870-2
Généralités	
Plans et programmes régis par le Code de l'environnement	
Plans et programmes régis par le Code de l'urbanisme	
Contenu de l'évaluation environnementale	VII.870-3
Généralités	
Dispositions de droit commun	
Dispositions propres aux documents d'urbanisme	
Contrôle de l'évaluation environnementale	VII.870-4
Généralités	
Autorité compétente en matière d'environnement	
Intervention de l'autorité environnementale	
Information du public	VII.870-5
Généralités	
Information du public préalable à l'adoption du plan	
Consultations transfrontalières	
Information du public au stade de l'approbation	
 Installations classées – Généralités	VII.900
Généralités	VII.900-1
Évolution de la législation	
Sources	
Articulation avec les autres législations	
Champ d'application	VII.900-2
Objet de la police des installations classées	
Différentes catégories d'installations classées	
Institutions compétentes	VII.900-3
Services administratifs	
Organismes consultatifs	
Pouvoirs du maire	
 Installations classées – Ouverture – Procédures	VII.920
Généralités	VII.920-1
Présentation des différents régimes	
Régime des installations autorisées – Demande d'autorisation	VII.920-2
Auteur de la demande	

Forme de la demande	
Régime des installations autorisées – Composition du dossier	VII.920-3
Présentation	
Plans	
Étude d'impact	
Étude de dangers	
Autres pièces exigées	
Articulation avec les procédures d'urbanisme	
Régime des installations autorisées – Procédure d'instruction de la demande d'autorisation	VII.920-4
Enquête publique	
Consultations	
Régime des installations autorisées – Délivrance de l'autorisation	VII.920-5
Autorités compétentes	
Délais	
Pouvoirs de l'Administration	
Portée de l'autorisation	
Régime des installations soumises à enregistrement	VII.920-6
Genèse de la réforme instituant l'enregistrement	
Champ d'application de la procédure de l'enregistrement	
Procédure	
Arrêté d'enregistrement	
Régime des installations déclarées	VII.920-7
Présentation de la déclaration	
Procédure	
Délivrance du récépissé	
<u>Installations classées – Règles applicables pour la mise en exploitation</u>	<u>VII.940</u>
Généralités	VII.940-1
Principes	
Indépendance des législations applicables aux ICPE	
Application dans le temps des prescriptions relatives aux ICPE	
Application des règles d'urbanisme aux ICPE	VII.940-2
Principe d'indépendance des législations	
Règles d'urbanisme opposables aux ICPE	
Protection des abords par la réglementation d'urbanisme	
Prescriptions techniques définies par arrêté préfectoral	VII.940-3
Prescriptions définies dans l'arrêté préfectoral d'autorisation	
Nature et importance des prescriptions et obligations pouvant être imposées	
Obligation d'éloignement	
Prescriptions techniques définies par arrêté ministériel	VII.940-4
Règles fixées par le ministre	
Étendue des pouvoirs du ministre	
Servitudes d'utilité publique portant sur les abords des ICPE « Seveso »	VII.940-5
Évolution de la législation	
Champ d'application des servitudes d'utilité publique	
Procédure d'institution et contenu des servitudes d'utilité publique	
Effets des servitudes d'utilité publique	
Indemnisation	
Plans de prévention des risques technologiques	
Prescriptions générales applicables aux installations déclarées	VII.940-6
Prescriptions générales	
Compétence du préfet	
<u>Installations classées – Fonctionnement</u>	<u>VII.960</u>
Obligations pesant sur l'exploitant	VII.960-1
Généralités	
Obligations d'information	
Taxe générale sur les activités polluantes	
Modifications apportées au fonctionnement de l'installation	VII.960-2

Arrêtés complémentaires	
Modifications apportées à l'exploitation	
Réexamen	
Agrément administratif – OGM	
Changement d'exploitant	
Cessation d'activité	VII.960-3
Présentation du problème et évolution	
Obligation d'informer l'Administration de la cessation d'activité	
Obligations de remise en état pesant sur l'exploitant	
Incertitudes quant aux obligations de remise en état pesant sur le propriétaire-détenteur	
Mise en œuvre et levée des garanties financières	
Information des acquéreurs	
Servitudes pouvant être instituées sur les terrains réaménagés	
Contrôle et sanctions administratifs	VII.960-4
Généralités	
Pouvoirs de contrôle de l'Administration	
Contrôle périodique de certaines installations déclarées	
Procédure de sanction administrative et mesures d'ordre public	
Sanctions pénales	VII.960-5
Généralités	
Infractions	
Déclenchement des poursuites	
Pouvoirs du juge	
Installations classées – Contentieux	VII.980
Contentieux administratif spécial des installations classées	VII.980-1
Nature du contentieux spécial	
Domaine du contentieux spécial	
Délais des recours	
Conditions de recevabilité	
Pouvoirs du juge	
Procédures d'urgence	
Contentieux de droit commun	VII.980-2
Généralités	
Recours pour excès de pouvoir	
Responsabilité administrative	
Responsabilité civile	
Littoral	VII.1000
Règles de protection et d'aménagement (Code de l'environnement)	
Généralités	VII.1000-1
Origine	
Champ d'application territorial	
Impact de la stratégie nationale pour la mer et le littoral et des documents stratégiques de façade	
Équipement et protection du rivage	VII.1000-2
Principe du maintien du caractère naturel du rivage	
Accueil des navires de plaisance	
Utilisation du domaine public maritime	
Extractions de matériaux	
Accès au rivage	VII.1000-3
Principe du libre accès au rivage	
Accès au rivage et régime des plages	
Taxation de l'accès au littoral insulaire	VII.1000-4
Droit départemental de passage sur les ouvrages d'art reliant les îles au continent	
Taxation des passagers à destination des espaces insulaires protégés	
Montagne	VII.1100
Unités touristiques nouvelles (UTN)	
Généralités et définitions	VII.1100-1

Évolution du régime des UTN	
Définition des UTN et catégories	
Nouvelles définition et catégories d'UTN à compter du 1 ^{er} août 2017	
Conditions d'implantation des UTN	VII.1100-2
Règles de fond	
Régime actuel d'implantation	
Régime d'implantation à compter du 1 ^{er} août 2017	
Procédure d'autorisation spéciale des UTN	VII.1100-3
Introduction	
Procédure d'autorisation spéciale actuelle dans les communes non couvertes par un SCOT	
Régime d'autorisation à compter du 1 ^{er} août 2017	
<u>Montagne</u>	<u>VII.1150</u>
Remontées mécaniques – Aménagement du domaine skiable	
Généralités	VII.1150-1
Localisation	
Servitude d'implantation	
Autorisations	
Autorisations d'exécution des travaux et de mise en exploitation des remontées mécaniques	VII.1150-2
Généralités	
Procédure de délivrance de l'autorisation d'exécution de travaux	
Délivrance de l'autorisation de mise en exploitation	
Autorisation d'aménagement des pistes de ski alpin	VII.1150-3
Objet de l'autorisation	
Conditions de délivrance	
<u>Parcs nationaux et parcs naturels marins</u>	<u>VII.1200</u>
Institution des parcs nationaux	VII.1200-1
Généralités	
Réforme de 2006	
Mise en œuvre	VII.1200-2
Mise en œuvre de la première génération des parcs nationaux (loi du 22 juillet 1960)	
Parcs nationaux de deuxième génération	
Consistance des parcs nationaux	VII.1200-3
Zonage	
Cumul de protections	
Milieus et superficie	
Création des parcs nationaux	VII.1200-4
Procédures	
Organisation administrative et gestion	VII.1200-5
Coordination	
Structure de gestion	
Fonctionnement	
Compétences	
Parcs naturels marins	VII.1200-6
Sources	
De l'Agence des aires marines protégées à l'Office français de la biodiversité	
Parcs naturels marins	
<u>Parcs naturels régionaux (PNR)</u>	<u>VII.1300</u>
Institution des parcs naturels régionaux	VII.1300-1
Généralités	
Réglementation	VII.1300-2
Initiative et instructions locales	
Contenu de la charte	
Instruction au niveau central	
Décision	
Durée et prolongation	
Effets du classement	

Renouvellement et non-renouvellement « Déclassement » Institution d'un droit de préemption	VII.1300-3
Gestion Structure de gestion Missions Surveillance Autres mesures concernant les parcs naturels régionaux	
Plan de déplacements urbains (PDU) et plan de mobilité	VII.1500
Origine Plan de déplacement urbain Plan de mobilité	VII.1500-1
Contenu Objet Objectifs Annexes	VII.1500-2
Procédure Compétence Périmètre Procédure	VII.1500-3
Portée Normes à respecter Opposabilité	VII.1500-4
Réserves naturelles et autres protections spéciales des espaces naturels	VII.1600
Réserves naturelles. Généralités Définition Historiques et sources Catégories de réserves naturelles depuis la réforme de 2002	VII.1600-1
Réserves naturelles classées et réserves naturelles nationales Consistance Objectifs visés Réglementation actuelle Organisation administrative et gestion des réserves naturelles	VII.1600-2
Réserves naturelles régionales Consistance Réglementation	VII.1600-3
Réserves naturelles de la collectivité territoriale de Corse Consistance	VII.1600-4
Autres protections spéciales des espaces naturels Arrêtés de protection de biotope Arrêtés de protection d'habitats naturels Réserves biologiques Zones prioritaires pour la biodiversité	VII.1600-5
Zones de protection forte de la stratégie nationale des aires protégées Principe	VII.1600-6
Inventaires du patrimoine naturel Outil de connaissance Zones naturelles d'intérêt écologique, faunistique et floristique (ZNIEFF) Inventaires locaux ou territoriaux du patrimoine naturel Inventaires départementaux du patrimoine naturel et paysager Conseil scientifique régional du patrimoine naturel Sites du réseau écologique européen « Natura 2000 »	VII.1600-7
Risques environnementaux Généralités et dispositions communes	VII.1700
Notion de risque environnemental Généralités Notion générale de risque	VII.1700-1
Compétences et responsabilité – Règles communes aux risques environnementaux Prévention des risques : une compétence partagée	VII.1700-2

Compétences et responsabilité en matière de risques	
Maîtrise de l'urbanisation dans les zones de risques – Dispositions communes	VII.1700-3
Généralités	
Dispositions du droit de l'urbanisme communes à l'ensemble des risques	
Prise en compte des risques par les documents d'urbanisme	
Règles nationales d'urbanisme et risques	
Responsabilité	
Information du public – Dispositions communes	VII.1700-4
Principe général du droit d'accès à l'information en matière d'environnement	
Accès à l'information en matière de risques : dispositions communes	
Information des acquéreurs et locataires	
Dossier départemental sur les risques majeurs (DDRM)	
Document d'information communal sur les risques majeurs (DICRIM)	
Dispositions spécifiques aux risques d'inondations	
Sensibilisation à la prévention des risques	
Sécurité civile	VII.1700-5
Textes	
Code d'alerte	
Organisation des secours	
Plans d'organisation des secours (plans ORSEC)	
Plans communaux et intercommunaux de sauvegarde	
Comitologie de la sécurité civile	
Risques naturels	VII.1720
Notion de risque naturel	VII.1720-1
Notion générale de risque	
Notion juridique de risque naturel	
Maîtrise de l'urbanisation dans les zones soumises à des risques naturels : dispositions communes	
Connaissance des risques naturels : inventaires/documents d'orientation	VII.1720-2
Généralités	
Spécificités des cartographies inondation	
Atlas des zones inondables	
Schémas directeurs de prévision des crues	
Schémas départementaux de prévention des risques naturels (SDPRN)	
Portée informative de l'évaluation en matière d'inondations (EPRI)	
Zonage « sismique »	
Zonage « volcanique »	
Cartes d'aléa retrait-gonflement des sols argileux	
Cartes des cavités souterraines ou marnières	
Carte de Localisation des Phénomènes d'Avalanche (CLPA)	
Accès à l'information cartographique	
Plans de prévention des risques naturels prévisibles (PPRNP)	VII.1720-3
Principe et historique	
Planification	
Harmonisation des procédures	
Objet et contenu des PPRNP	
Procédure d'élaboration	
Enquête publique	
Procédure d'urgence.	
Application anticipée	
Délai d'instruction	
Approbation et publication du PPRNP	
Révision, révision simplifiée et modification	
Effets du PPRNP	
Nature juridique du PPRNP	
Non-indemnisation des servitudes liées à l'édiction d'un PPRNP	
Dispositions pénales	
Acceptabilité des PPRNP	
Risque sismique	VII.1720-4
Dispositions particulières	

Classes de risques sismiques	
Zones de montagne	VII.1720-5
Dispositions propres	
Autres dispositions et servitudes d'utilité publique	VII.1720-6
Nouvelles servitudes d'utilité publique	
Champ d'application	
Procédure	
Indemnisation des propriétaires	
Expropriation pour risques naturels	VII.1720-7
Généralités	
Procédure	
Financement	
Gestion du bâti existant	VII.1720-8
Reconstruction des bâtiments détruits (à la suite d'une catastrophe naturelle)	
Prévision	VII.1720-9
Moyens	
Indemnisation et/ou réparation	VII.1720-10
Principes	
Contrôle et surveillance	VII.1720-11
Moyens	
Information	VII.1720-12
Dispositions communes à tous les risques environnementaux	
Dispositions particulières aux risques naturels	
Dispositions pénales	VII.1720-13
Dispositions pénales propres aux incendies de forêts volontaires	
Dispositions pénales propres aux PPRNP	
Risques technologiques	VII.1740
Notion juridique de risque « technologique » ou « industriel »	VII.1740-1
Risque technologique	
Risque industriel	
Comitologie	VII.1740-2
Conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques	
Comitologie spécifique aux risques technologiques	
Prévention des risques technologiques	VII.1740-3
Généralités	
Encadrement préalable des risques industriels	
Planification : plans de prévention des risques technologiques (PPRT)	VII.1740-4
Principe et champ d'application	
Nature juridique des PPRT et effets en droit de l'urbanisme	
Objet	
Contenu	
Information	
Révision et abrogation	
Financement des mesures foncières et supplémentaires	
Maîtrise de l'urbanisation autour des installations à risques	VII.1740-5
Généralités	
Droit de l'urbanisme	
Servitudes administratives	
Réglementation européenne : les directives Seveso I, II et III	VII.1740-6
Principes de la directive Seveso I	
Directive Seveso II	
Directive Seveso III	
Application	
Bilan européen	
Prévision et information du public	VII.1740-7
Moyens de prévision	
Dispositions particulières relatives à l'information du public en matière de risques technologiques	
Organisation des secours	VII.1740-8
Plan d'opération interne	

Plan particulier d'intervention	
Indemnisation et/ou réparation	VII.1740-9
Garanties financières	
Mécanisme particulier d'évaluation du risque technologique et d'indemnisation des victimes en cas d'accident	
Moyens de contrôle et de surveillance	VII.1740-10
Inspecteurs des installations classées	
Bureau d'analyse des risques et des pollutions industrielles (BARPI)	
Risques miniers et risques d'effondrement de cavités souterraines	VII.1760
Risques miniers : Arrêt des travaux – Transfert – Prévention	VII.1760-1
Procédure d'arrêt des travaux miniers	
Transfert à l'État	
Expropriation	
Planification :	
Plans de prévention des risques miniers (PPRM)	
Risques miniers : Surveillance – Concertation	VII.1760-2
Surveillance des risques miniers : suivi administratif	
Concertation	
Risques miniers : Responsabilité – Indemnisation	VII.1760-3
Responsabilité et réparation	
État de sinistre minier	
Fonds de garantie des assurances obligatoires de dommages	
Risques liés à l'existence de cavités souterraines et de marnières	VII.1760-4
Risque assuré catastrophe naturelle	
Pouvoir de police et règles d'urbanisme et de construction	
Information en matière de cavités souterraines et de marnières	VII.1760-5
Connaissance des risques – Cartographie	
Obligation d'information	
Sites	VII.1800
Généralités	VII.1800-1
Historique	
Structures administratives	
Création des sites classés	VII.1800-2
Conditions du classement	
Procédures et forme du classement	
Compétence	
Nature de la décision	
Publicité	
Procédures spéciales	
Régime des travaux en sites classés	VII.1800-3
Généralités	
Procédure d'autorisation	
Autres effets sur sites classés	VII.1800-4
Aliénation	
Expropriation	
Imprescriptibilité	
Obligations de faire	
Affichage et publicité	
Création des sites inscrits	VII.1800-5
Conditions de l'inscription	
Initiative	
Consultation	
Compétence	
Nature de la décision	
Publicité	
Régime des travaux dans les sites inscrits	VII.1800-6
Régime des travaux	
Travaux soumis à autorisation au titre du Code de l'urbanisme	
Travaux non soumis à autorisation au titre du Code de l'urbanisme	

Autres effets des sites inscrits	VII.1800-7
Affichage et publicité	
Expropriation	
Effets communs au classement et à l'inscription	VII.1800-8
Financement	
Sanctions pénales	
Anciennes zones de protection	VII.1800-9
Titre III de la loi du 2 mai 1930	

PARTIE VIII PATRIMOINE CULTUREL

Archéologie	VIII.100
Généralités – Dispositions pénales et contentieux	
Dispositions internationales et européennes	VIII.100-1
Recommandation de l'UNESCO de 1956	
Convention européenne pour la protection du patrimoine archéologique (révisée)	
Dispositions nationales françaises	VIII.100-2
Définitions	
De la loi de 1941 à la loi de 2016	
Application de la loi dans le temps	
Dispositions pénales	VIII.100-3
Généralités	
Contentieux	VIII.100-4
Contentieux relatif à la nature juridique des contrats	
Affaire de la grotte Chauvet	
Archéologie	VIII.110
Rôle de l'État et des collectivités territoriales	
Rôle de l'État	VIII.110-1
Remarque préalable	
État garant	
Prescriptions édictées par l'État	
Carte archéologique nationale	
Rôle des collectivités territoriales	VIII.110-2
Une lente reconnaissance	
Définition du rôle des collectivités territoriales	
Habilitation donnée aux collectivités territoriales	
Archéologie	VIII.120
Financement	
Dispositions applicables	VIII.120-1
Histoire de la redevance d'archéologie préventive (RAP)	
Personnes assujetties et exonérations	
Fait générateur de la redevance	
Exclusions du champ de la redevance	
Calcul du montant de la redevance	
Établissement et perception de la RAP	
Droit de reprise de l'administration	
Recouvrement	
Réclamations	
Nature de la redevance d'archéologie préventive	VIII.120-2
Faits et procédure	
Arrêt de la cour administrative d'appel de Nantes du 23 octobre 2020	
Subventions	VIII.120-3
Subventions du Fonds national pour l'archéologie préventive (FNAP)	

Dispositions du décret du 16 décembre 1999
 Dispositions spécifiques applicables aux subventions du FNAP
 Dispositions applicables aux subventions accordées aux services des collectivités territoriales

Archéologie	VIII.130
Mise en œuvre des opérations	
INRAP et autres institutions	VIII.130-1
Nature et missions	
Organisation de l'INRAP	
Modalités d'intervention	VIII.130-2
Critiques sur la gestion passée de l'INRAP	
Diagnostics par les services archéologiques des collectivités territoriales	
Précisions sur les travaux devant être effectués	
Agrément	VIII.130-3
Autorité compétente	
Dossier de demande	
Prescription des fouilles et exécution des travaux	VIII.130-4
Cahier des charges	
Éléments constitutifs des offres	
Contrat entre la personne projetant d'exécuter les travaux et la personne chargée de la réalisation des fouilles	
Travaux non engagés dans le délai prévu	
Obligations de l'INRAP	
Opérations réalisées par un autre opérateur que l'INRAP	
Opérations susceptibles d'affecter le patrimoine archéologique	VIII.130-5
Respect d'un certain nombre de mesures	
Travaux entrant dans le cadre des opérations archéologiques	
Exigence de déclaration préalable et rôle du préfet de région	VIII.130-6
Exigence de déclaration préalable	
Arrêté et saisine du préfet de région	
Cas prévus à l'article R. 523-4	
Modalités d'intervention du préfet de région	
Prescriptions archéologiques	VIII.130-7
Caractéristiques des prescriptions	
Régime des prescriptions	
Autorisation de fouilles	VIII.130-8
Exigence d'autorisation et ses effets	
Retrait de l'autorisation	
Exécution de fouilles par l'État	VIII.130-9
Exécution des fouilles	
Occupation des terrains	
Indemnité	
Caractéristiques et effets de l'occupation	
Découvertes fortuites	VIII.130-10
Déclaration obligatoire et obligations	
Pouvoirs de l'autorité administrative	
Archéologie	VIII.140
Régime de propriété	
Régime juridique jusqu'en 2016	VIII.140-1
Un régime instable	
Régime décidé en 2001	
Conséquences de la loi de 2001	
Décision du Conseil d'État de 2012	
Quatre régimes applicables	
Modifications apportées en 2016	VIII.140-2
Regroupement	
Régime applicable aux biens archéologiques immobiliers	
Régime applicable aux biens archéologiques mobiliers	

Archéologie	VIII.150
Cas des biens culturels maritimes	
Règles applicables	VIII.150-1
Nature et propriété des biens culturels maritimes	
Découverte, enlèvement, déplacement	
Recherche archéologique sous-marine	VIII.150-2
Mesures d'interdiction ou de restriction	
Autorisations	
Contrôle	
Retrait de l'autorisation	
Découverte et enlèvement fortuits de biens culturels maritimes	
Monuments historiques	VIII.200
Généralités	
Histoire de la protection des monuments historiques	VIII.200-1
Généralités	
La question jusqu'à la III ^e République	
De la III ^e République à nos jours	
Protection sous la V^e République	VIII.200-2
Création d'un ministère chargé des Affaires culturelles	
Lois de programme consacrées au patrimoine	
Protection nationale et internationale	VIII.200-3
Présentation	
Dispositions de la Convention sur la protection du patrimoine mondial culturel et naturel	
Liste du patrimoine mondial	
Protection des immeubles et des meubles VIII.200-4	
Généralités	
Position de la Cour de cassation	
Jurisprudence du Conseil d'État	
Monuments historiques	VIII.210
Institutions	
Institutions à l'échelon national	VIII.210-1
Généralités	
Institutions publiques décisionnelles	
Établissements publics	
Fondation du patrimoine	
Institutions consultatives	
Institutions à l'échelon local	VIII.210-2
Présentation	
Échelons administratifs de l'État	
Collectivités territoriales	
Commission régionale du patrimoine et de l'architecture	
Personnels spécialisés	VIII.210-3
Présentation	
Architectes en chef des monuments historiques (ACMH)	
Corps des architectes et urbanistes de l'État	
Monuments historiques	VIII.220
Classement	
Généralités	VIII.220-1
Présentation	
Notion	VIII.220-2
Définition	
Modalité d'intervention de l'État	
Champ culturel	
Classement des immeubles	VIII.220-3
Présentation	
Classement proprement dit	

Inscription des immeubles	
Dispositions communes aux immeubles classés et aux immeubles inscrits	
Particularités dans les mesures de protection	
Notification des décisions	
Protection des abords	
Domaines nationaux	
Classement des objets mobiliers	VIII.220-4
Présentation	
Classement proprement dit	
Inscription des objets mobiliers	
Dispositions communes aux objets classés et objets inscrits	
Classement et exportation	VIII.220-5
Présentation	
Problématique	
Adaptation de la législation française	
Liens possibles entre exportation d'un bien culturel et classement au titre des monuments historiques	
Dispositions fiscales	VIII.220-6
Déductions et exonérations prévues par le CGI	
Monuments historiques	VIII.230
Travaux sur les monuments historiques et leurs abords	
Régime des travaux sur les biens protégés VIII.230-1	
Généralités	
Travaux sur immeubles	
Travaux sur un objet mobilier	
Régime des travaux en abords	
Assistance à maîtrise d'ouvrage	VIII.230-2
Histoire et raisons d'être	
Règles relatives à l'assistance à maîtrise d'ouvrage	
Contrôle scientifique et technique	VIII.230-3
Notion	
En matière de monuments historiques	
Cas particulier : la restauration de Notre-Dame de Paris	VIII.230-4
Une loi	
Un établissement public	
Dimension financière	
Dispositions fiscales	VIII.230-5
Charges déductibles	
Dispositions pénales	VIII.230-6
Contraventions de cinquième classe	
Sites patrimoniaux remarquables	VIII.300
Antécédents (secteurs sauvegardés, ZPPAUP, AVAP)	
Généralités	VIII.300-1
Historique des évolutions législatives	
Secteurs sauvegardés	VIII.300-2
Généralités	
Raisons d'être	
Particularités	
Plan de sauvegarde et de mise en valeur	
ZPPAUP	VIII.300-3
Conditions de création et évolution de la dénomination	
Objectifs poursuivis	
Maintien de la responsabilité de l'État	
ZPPAUP et POS	
Différences d'approche entre la ZPPAUP et la loi de 1913	
ZPPAUP et patrimoine	
Nouveau partage des rôles	
Aires de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine (AVAP)	VIII.300-4

Institution des AVAP
 Raisons de l'institution des AVAP
 Périmètre de l'AVAP
 Règlement de l'AVAP
 Bilan

Sites patrimoniaux remarquables	VIII.310
Généralités	VIII.310-1
Historique des évolutions législatives	
Classement des sites patrimoniaux remarquables	VIII.310-2
Présentation	
Remplacement des secteurs sauvegardés, ZPPAUP et AVAP par les sites patrimoniaux remarquables	
Notion de classement au titre des sites patrimoniaux remarquables	
Procédure de classement	
Institutions consultatives	
Implications du classement	
Plans de gestion des sites patrimoniaux remarquables	VIII.310-3
Présentation	
Plan de sauvegarde et de mise en valeur (PSMV)	
Plan de valorisation de l'architecture et du patrimoine (PVAP)	
Travaux dans le périmètre des sites patrimoniaux remarquables	VIII.310-4
Exigence d'une autorisation préalable	
Intervention de l'architecte des Bâtiments de France	
Jurisprudence	
Dispositions fiscales	VIII.310-5
Déductions fiscales	
Documents de gestion des espaces protégés : plan de sauvegarde et de mise en valeur	VIII.400
Plan de valorisation de l'architecture et du patrimoine	
Détermination du document de gestion	VIII.400-1
Principes	
Autorité compétente	
Rôle de la Commission nationale du patrimoine et de l'architecture	
Demande de la commune concernée	
Élaboration du plan de sauvegarde et de mise en valeur	VIII.400-2
Répartition des compétences et conduite des études	
Distinction entre la révision, la modification et la mise à jour	
Déroulement de la procédure d'élaboration / révision	
Déroulement de la procédure de modification	
Mise à jour	
Contenu du plan de sauvegarde et de mise en valeur	VIII.400-3
Introduction	
Liens entre le PSMV et le PLU	
Différentes parties du document	
Contrôle juridictionnel	
Élaboration du plan de valorisation de l'architecture et du patrimoine	VIII.400-4
Procédures d'élaboration et d'évolution du PVAP	
Maîtrise d'ouvrage et délégation	
Déroulement de la procédure d'élaboration du PVAP	
Évolution du PVAP	
Contenu du Plan de valorisation de l'architecture et du patrimoine	VIII.400-5
PVAP, un document patrimonial	
PVAP, une servitude d'utilité publique	